Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 106° — Numero 305

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Martedì, 7 dicembre 1965 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TEL. 650-139 652-361
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10, ROMA - CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI	ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
Annuo L. 17.030 - Semestrale L. 9.020 - Trimestrale L. 5.010 - Un fascicolo L. 75 - Fascicoli annate arretrate: il doppio	Annuo L. 13.530 - Semestrale L. 7.520 - Trimestrale L. 4.010 - Un fascicolo L. 65 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo — Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno
I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, Via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio Inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero del Tesoro. Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 29 ottobre 1965, n. **1308.**

Ratifica ed esecuzione della Convenzione europea sulla sicurezza sociale dei lavoratori dei trasporti internazionali, firmata a Ginevra il 9 luglio 1956.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione europea sulla sicurezza sociale dei lavoratori dei trasporti internazionali firmata a Ginevra il 9 luglio 1956.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente, a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 21 della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 29 ottobre 1965

SARAGAT

MORO — FANFANI — DELLE FAVE — JERVOLINO

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

CONVENTION EUROPEENNE

CONCERNANT LA SÉCURITÉ SOCIALE DES TRAVAILLEURS DES TRANSPORTS INTERNATIONAUX

Les Gouvernements des Etats signataires de la présente Convention.

Considérant l'Accord concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans, signé a Paris le 27 juillet 1950, sous les auspices de l'Organisation internationale du Travail et entré en vigueur le 1er juin 1953;

Considérant l'Accord général portant réglementation économique des transports routiers internationaux y compris le cahier des charges qui y est annexé, le Protocole additionnel et le Protocole de signature, signé à Genève le 17 mars 1954;

Considérant que le développement actuel des transports internationaux entre leurs pays, par terre, par

air et dans la navigation intérieure nécessite un instrument multilatéral afin de garantir une protection efficace des travailleurs occupés dans lesdits transports lorsqu'ils ont besoin des prestations de sécurité sociale, en cas de maladie, de maternité, d'accident du travail ou de maladie professionnelle, ou de décès, sur le territoire d'une Partie Contractante autre que le pays à la législation duquel lesdits travailleurs sont soumis;

Affirmant, en ce qui concerne les travailleurs des transports internationaux et les prestations visées ci-dessus, le principe de l'égalité de traitement des ressortissants de chacune des Parties Contractantes quant à l'application des législations nationales de sécurité sociale, principe déjà énoncé par les conventions internationales du travail;

Considérant que les prestations de sécurité sociale servies dans les cas visés ci-dessus devraient être, en principe, à la charge de l'institution de la Partie Contractante à la législation de laquelle le travailleur en question est soumis;

Sont convenus des dispositions suivantes:

TITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1

Aux fins de l'application de la présente Convention:

a) le terme « Partie Contractante » désigne tout Etat signataire ayant déposé un instrument de ratification conformément au paragraphe 2 de l'article 19 de la présente Convention ou tout autre Etat européen ayant déposé un instrument d'adhésion, conformément au paragraphe 2 de l'article 20;

b) les termes « territoire d'une Partie Contractante » et « ressortissant d'une Partie Contractante » ont la signification que la Partie Contractante en question leur attribue dans une déclaration à adresser au Directeur général du Bureau international du Travail, lequel communiquera cette déclaration à chacune des autres Parties Contractantes;

c) le terme « législation d'une Partie Contractante » désigne les lois et les règlements actuels et futurs (y compris les statuts des institutions) en vigueur dans l'ensemble ou une partie quelconque du territoire de chaque Partie Contractante, concernant les régimes de sécurité sociale généraux et spéciaux, contributifs et non contributifs, qui sont applicables dans les cas de maladie, de maternité, d'accident du travail, de maladie professionnelle et de décès (allocation au décès);

d) le terme « autorité compétente d'une Partie Contractante » désigne, pour chaque Partie Contractante, le ou les ministres ou une autre autorité correspondante dont relèvent, dans l'ensemble ou une partie quelconque du territoire de la Partie dont il s'agit, les régimes de sécurité sociale applicables aux travailleurs des transports;

e) le terme « institution » désigne l'organisme ou l'autorité de sécurité sociale déterminé par la législation de chaque Partie Contractante et chargé d'appliquer la législation, soit dans son ensemble, soit seulement pour une ou plusieurs branches indiquées à l'alinéa *c*) du présent article;

f) le terme « institution compétente » désigne:

i) s'il s'agit d'une assurance sociale, l'institution à laquelle le travailleur est affilié au moment de la demande de prestations ou envers laquelle existe un droit aux prestations;

ii) s'il s'agit d'un régime autre qu'un régime d'assurance sociale, relatif aux obligations de l'employeur concernant la réparation des accidents du travail ou des maladies professionnelles, l'employeur ou l'assureur subrogé ou l'organisme à déterminer par l'autorité compétente de la Partie Contractante intéressée;

iii) s'il s'agit d'un régime non contributif, l'organisme ou l'autorité chargé de liquider les prestations;

g) le terme « institution du lieu de séjour » désigne:

i) l'institution compétente au lieu où le travailleur se trouve, suivant les dispositions de la législation de la Partie Contractante en cause;

ii) si une telle institution n'est pas désignée par la législation, l'institution que l'autorité compétente de la Partie Contractante en question désignera aux fins de l'application de la présente Convention;

h) le terme « travailleur » désigne tout travailleur salarié ou assimilé, défini comme tel par la législation de la Partie Contractante à laquelle il est soumis:

i) au service d'une entreprise effectuant, pour le compte d'autrui ou pour son propre compte, des transports de passagers ou de marchandises, ferroviaires, routiers, aériens ou de navigation intérieure, et ayant son siège sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, et

ii) occupé sur le territoire d'une ou plusieurs Parties Contractantes en qualité de personnel navigant ou roulant,

à l'exception des personnes occupées exclusivement dans l'île d'Irlande et des bateliers rhénans tels que définis à l'article 1 de l'Accord du 27 juillet 1950 concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans.

i) le terme « membres de la famille » désigne les membres de la famille définis comme tels par la législation appliquée par l'institution compétente.

Article 2

1. Les travailleurs ne sont soumis qu'à la législation d'une seule Partie Contractante.

2. La législation applicable est celle de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'entreprise qui occupe les travailleurs a son siège.

3. Toutefois, dans le cas où l'entreprise possède sur le territoire de l'une ou de plusieurs des Parties Contractantes autres que celle où est établi son siège, une succursale ou une représentation permanente, les travailleurs occupés par celle-ci sont soumis à la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle la succursale ou la représentation permanente se trouve.

4. Nonobstant les dispositions des paragraphes précédents du présent article, lorsque le travailleur est occupé d'une manière exclusive ou prépondérante sur le territoire d'une Partie Contractante et qu'il y réside, la législation de ladite Partie est applicable même si l'entreprise qui l'emploie n'a ni siège, ni succursale, ni représentation permanente sur ce territoire.

5. Les autorités compétentes de deux ou plusieurs Parties Contractantes peuvent prévoir, d'un commun accord, pour certains travailleurs ou groupes de travailleurs, si cela est dans l'intérêt de ceux-ci, des exceptions aux dispositions précédentes du présent article, quant à la législation applicable, en indiquant à quelle législation d'une Partie Contractante, autre que celle qui s'appliquerait normalement, ces travailleurs sont soumis.

TITRE II

Dispositions concernant les prestations de sécurité sociale

Article 3

1. Un travailleur qui se trouve sur le territoire de l'une des Parties Contractantes autre que celle dont la législation lui est applicable aux fins de l'emploi défini à l'alinéa *h*) de l'article 1 de la présente Convention, et dont l'état nécessite le service des prestations de maladie ou de maternité, a droit auxdites prestations comme s'il était sur le territoire de la Partie Contractante dont la législation lui est applicable.

2. Toutefois, les prestations en nature immediatement nécessaires sont servies par l'institution du lieu de séjour; en ce qui concerne l'étendue, la durée et les modalités du service, ces prestations sont servies suivant les dispositions de la législation du pays où se trouve cette institution. Si selon cette législation, il existe plusieurs régimes pour l'octroi de prestations de maladie et de maternité, les dispositions applicables aux travailleurs qui sont au service d'une entreprise de transport analogue à celle qui occupe le travailleur intéressé s'appliqueront à celui-ci. Dans la mesure où l'étendue ou la durée des prestations en nature est plus favorable selon la législation appliquée par l'institution compétente que selon la législation appliquée par l'institution du lieu de séjour, ces prestations doivent être fournies par cette dernière, dans la mesure de ses possibilités, à la demande de l'institution compétente.

3. Le droit aux prestations en nature d'un travailleur selon la législation à laquelle celui-ci est soumis reste maintenu dans la mesure où il existe encore, après l'octroi des prestations servies conformément aux dispositions du paragraphe précédent. Si ladite législation prévoit une durée maximum pour l'octroi des prestations, la période du service des prestations effectué conformément aux dispositions du paragraphe précédent est prise en compte par l'institution compétente lorsque l'état du travailleur nécessite, après son retour dans le pays où ladite institution a son siège, le bénéfice des prestations pour le même cas de maladie ou de maternité, afin de déterminer si ladite durée maximum est épuisée.

4. L'octroi des prothèses, du grand appareillage et d'autres prestations en nature d'une grande importance, à préciser, d'un commun accord, par les autorités compétentes des Parties Contractantes, est subordonné à la condition que l'institution compétente en donne l'autorisation.

5. Les prestations en espèces sont servies conformément à la législation appliquée par l'institution compétente. Sur la demande de ladite institution, le versement peut en être effectué pour son compte par l'institution du lieu de séjour.

6. Les dispositions des paragraphes précédents sont applicables par analogie aux membres de la famille d'un travailleur occupé sur un bâtiment de navigation intérieure et vivant avec lui sur ce bâtiment.

Article 4

1. Un travailleur victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle survenu sur le territoire de l'une des Parties Contractantes qui se trouve sur le territoire d'une Partie Contractante autre que celle dont la législation lui est applicable, aux fins de l'emploi défini à l'alinéa *h*) de l'article 1 de la présente Convention, a droit aux prestations en nature et aux prestations périodiques en espèces autres que les rentes comme si l'accident ou la maladie professionnelle était survenu sur le territoire de la Partie Contractante dont la législation lui est applicable.

2. En ce qui concerne les prestations en nature, les paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 3 de la présente Convention sont applicables par analogie.

3. Dans le cas où il n'existe pas d'assurance-accidents du travail ou maladies professionnelles sur le territoire de la Partie Contractante sur lequel le travailleur se trouve, ou lorsqu'une telle assurance existe mais ne prévoit pas d'institutions pour le service des prestations en nature, celles ci sont servies par l'institution du lieu de séjour compétente pour l'octroi des prestations en nature en cas de maladie.

4. Si une législation subordonne la gratuité complète des prestations en nature à l'utilisation, par le bénéficiaire, d'un service médical organisé par l'employeur, les prestations en nature accordées conformément aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article sont considérées comme ayant été servies par ce service médical.

5. En ce qui concerne le service des prestations périodiques en espèces autres que les rentes, le paragraphe 5 de l'article 3 de la présente Convention est applicable par analogie.

Article 5

Dans les cas visés aux articles 3 et 4 ci-dessus, l'institution compétente est tenue de rembourser à l'institution qui les a servies, le montant effectif des prestations en nature. Toutefois, les autorités compétentes intéressées peuvent convenir d'un remboursement forfaitaire; elles peuvent également convenir, notamment dans un souci de simplification, qu'aucun remboursement ne sera effectué.

Article 6

Si la législation d'une Partie Contractante prévoit des prestations en nature en faveur de tout travailleur se trouvant sur le territoire de cette Partie sans égard à la nationalité ni à l'assurance sociale et soit d'une façon générale soit sous réserve d'arrangements réciproques sans égard à la résidence:

a) tout travailleur se trouvant sur le territoire de cette Partie a droit aux prestations en nature conformément à la législation de ladite Partie;

b) aucune disposition des articles 3 et 4 concernant les prestations en nature ne s'applique au travailleur assuré conformément à la législation de cette Partie ou qui se trouve sur ce territoire;

c) la Partie Contractante visée ci-dessus est tenue, sur la demande de toute autre Partie, d'entreprendre des négociations avec celle-ci, en vue de conclure un accord prévoyant le service des prestations en nature aux travailleurs assurés conformément à la législation de l'une des Parties et qui se trouvent sur le territoire de l'autre Partie.

Article 7

1. Lorsqu'un travailleur soumis à la législation de l'une des Parties Contractantes décède sur le territoire d'une autre Partie Contractante sur lequel il se trouve aux fins de l'emploi défini à l'alinéa *h*) de l'article 1 de la présente Convention, le décès est censé être survenu sur le territoire de la prmière Partie afin de déterminer le droit à l'allocation au décès au regard de la législation de cette Partie. L'allocation au décès ne doit pas être refusée au requérant du fait qu'il ne se trouve pas sur ledit territoire mais sur celui d'une autre Partie Contractante.

2. Les dispositions du paragraphe précédent sont applicables par analogie lorsqu'un membre de la famille visé au paragraphe 6 de l'article 3 de la présente Convention décède sur le territoire d'une Partie Contractante autre que celle où se trouve l'institution compétente.

Article 8

1. Aux fins de l'application des articles 3, 4 et 7 de la présente Convention, les travailleurs sont soumis aux obligations et sont admis au bénéfice des prestations prévues par la législation d'une Partie Contractante dont ils ne possèdent pas la nationalité, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cette Partie.

2. Les prestations en espèces visées par la présente Convention ne peuvent subir aucune réduction, ni modification, ni suspension, ni confiscation, du fait que le travailleur se trouve, aux fins de l'emploi défini à l'alinéa *h*) de l'article 1, sur le territoire d'une Partie Contractante autre que le pays où se trouve l'institution compétente.

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 9

Dans les cas visés au paragraphe 4 de l'article 2 de la présente Convention, l'employeur est tenu de remplir les obligations découlant de la législation qui est appliquée par l'institution compétente.

Article 10

1. Les autorités compétentes des Parties Contractantes:

a) prendront tous arrangements administratifs nécessaires à l'application de la présente Convention;

b) prendront toute autre mesure qui se révélera nécessaire pour faciliter la solution de certains cas particuliers, individuels ou collectifs, dans l'intérêt des travailleurs et des membres de leur famille;

c) se communiqueront toutes informations concernant les mesures prises pour l'application de la Convention et les modifications de leur législation susceptibles de modifier l'application de celle-ci.

2. Aux fins de l'application des alinéas *a*) et *b*) du paragraphe précédent, le Directeur général du Bureau international du Travail peut convoquer, à la demande ou après consultation des autorités compétentes des Parties Contractantes, des réunions des représentants desdites autorités.

Article 11

1. Pour l'application de la présente Convention, les autorités et les institutions des Parties Contractantes se prêteront leurs bons offices et agiront comme s'il s'agissait de l'application de leur propre législation. L'entr'aide administrative desdites autorités et institutions est, en principe, gratuite; toutefois, les autorités compétentes des Parties Contractantes pourront convenir du remboursement de certains frais après consultation des institutions intéressées.

2. Les institutions et les autorités de chacune des Parties Contractantes peuvent, aux fins de l'application de la présente Convention, communiquer directement les unes avec les autres, ainsi qu'avec les personnes intéressées ou leurs mandataires.

Article 12

1. Le bénéfice des exemptions ou réductions de taxes, de timbres, de droits de greffe ou d'enregistrement, prévues par la législation de l'une des Parties Contractantes pour les pièces ou documents à produire par, ou à l'égard, d'un travailleur ou d'un membre de sa famille, en application de la législation de cette Partie, est étendu aux pièces et documents analogues à produire en application de la législation d'une autre Partie Contractante ou de la présente Convention.

2. Tous actes, documents ou pièces quelconques à produire par, ou à l'égard, d'un travailleur ou d'un membre de sa famille pour l'exécution de la présente Convention sont dispensés du visa de légalisation des autorités diplomatiques et consulaires.

Article 13

Les demandes, déclarations ou recours qui auraient dû être présentés aux fins de l'application de la législation de l'une des Parties Contractantes dans un délai déterminé auprès d'une autorité, d'une institution ou d'un autre organisme de cette Partie sont recevables s'ils sont présentés dans le même délai auprès d'une autorité, d'une institution ou d'un autre organisme correspondant d'une autre Partie Contractante. Dans ce cas, l'autorité, l'institution ou l'organisme ainsi saisi transmet, sans retard, ces demandes, déclarations ou recours à l'autorité, l'institution ou l'organisme de la première Partie, soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités compétentes des Parties Contractantes.

Article 14

1. Les institutions d'une Partie Contractante qui, en vertu de la présente Convention, sont débitrices de sommes au regard d'institutions ou de personnes qui

se trouvent sur le territoire d'une autre Partie Contractante, s'en libèrent valablement dans la monnaie de la première Partie.

2. Les transferts de sommes que comporte l'exécution de la présente Convention auront lieu conformément aux accords en cette matière en vigueur entre deux ou plusieurs Parties Contractantes au moment du transfert. Dans les cas où de tels accords ne sont pas en vigueur entre deux Parties Contractantes, les autorités compétentes desdites Parties ou les autorités dont relèvent les paiements internationaux fixeront, d'un commun accord, les mesures nécessaires pour effectuer ces transferts.

Article 15

1. Tout différend venant à s'élever entre deux ou plusieurs Parties Contractantes concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention sera résolu par voie de négociation directe entre les autorités compétentes des Parties Contractantes intéressées. Lorsqu'il s'agit d'une question intéressant l'ensemble des Parties Contractantes, le différend peut être soumis à une réunion des représentants des autorités compétentes de toutes les Parties Contractantes convoquée conformément au paragraphe 2 de l'article 10. Une telle réunion ne pourra résoudre le différend qu'à l'unanimité et en conformité avec les principes fondamentaux et l'esprit de la présente Convention.

2. Si le différend ne peut être ainsi résolu dans un délai de six mois à dater du début de la négociation, il sera soumis à une commission arbitrale dont la composition et la procédure seront déterminées par un accord entre les Parties Contractantes intéressées.

3. Les décisions de la Commission arbitrale seront prises conformément aux principes fondamentaux et à l'esprit de la présente Convention. Elles seront obligatoires.

TITRE IV

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 16

1. La présente Convention n'ouvre aucun droit aux prestations pour une période antérieure à la date de son entrée en vigueur.

2. En cas de dénonciation de la présente Convention, tout droit acquis en application de ses dispositions sera maintenu.

Article 17

1. Les dispositions de la présente Convention, à l'exception de l'article 2, ne portent pas atteinte aux dispositions de tout autre instrument de sécurité sociale bilatéral ou multilatéral intervenu ou à intervenir entre deux ou plusieurs Parties Contractantes, applicables aux travailleurs des transports internationaux et plus favorables pour ceux-ci.

2. Lorsqu'un accord est conclu par une Partie Contractante ou par l'autorité compétente de cette Partie avec un Etat ou un Territoire qui n'est pas Partie Contractante ou avec l'autorité appropriée de cet Etat ou Territoire et que cet accord prévoit que les travailleurs devront être assujettis à la législation de sécurité sociale de cet Etat ou de ce Territoire, les dispositions de l'article 2 ne portent pas atteinte aux dispositions de cet accord.

Article 18

Les dispositions de la présente Convention relatives au service des prestations peuvent ne pas être appliquées lorsqu'un travailleur ou l'un des membres de sa famille visé au paragraphe 6 de l'article 3 et au paragraphe 2 de l'article 7 bénéficie directement desdites prestations au titre de la législation de la Partie Contractante qui lui est applicable.

Article 19

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tout Membre européen de l'Organisation internationale du Travail.

2. La présente Convention sera soumise à ratification. Tout instrument de ratification sera déposé auprès du Directeur général du Bureau international du Travail.

Article 20

1. A l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la Convention telle qu'elle est prévue au paragraphe 1 de l'article 21, un Etat européen qui n'est pas Membre de l'Organisation internationale du Travail pourra adhérer à la Convention, sous réserve du consentement unanime des Parties Contractantes. L'adhésion à la Convention conférera les mêmes droits et entraînera les mêmes obligations que la ratification.

2. Tout instrument d'adhésion sera déposé auprès du Directeur général du Bureau international du Travail.

Article 21

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant celui au cours duquel sera intervenu le dépôt du deuxième instrument de ratification.

2. Pour tout Etat signataire qui la ratifiera ultérieurement, ou pour tout Etat qui y adhérera, la présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant celui au cours duquel sera intervenu le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 22

1. La présente Convention restera en vigueur sans limitation de durée, sous réserve du droit, pour chaque Partie Contractante, de la dénoncer par une notification adressée au Directeur général du Bureau international du Travail. La dénonciation prendra effet six mois après la réception de ladite notification.

2. Après l'expiration d'une période de deux ans, à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, toute Partie Contractante pourra demander au Directeur général du Bureau international du Travail de convoquer une réunion des représentants des Parties Contractantes afin d'examiner sa revision éventuelle.

Article 23

Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera aux Etats signataires et, s'il y a lieu, aux Etats ayant adhéré à la Convention :

a) le dépôt de tout instrument de ratification ou d'adhésion ;

b) la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention conformément au paragraphe 1 de l'article 21;

c) toute notification de dénonciation reçue en application du paragraphe 1 de l'article 22.

Article 24

1. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, une copie certifiée conforme en sera communiquée conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, au Secrétaire général des Nations Unies par le Directeur général du Bureau international du Travail aux fins d'enregistrement.

2. Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, toute ratification, toute adhésion et toute dénonciation dont il aura reçu notification.

Article 25

Les versions française et anglaise du texte de la présente Convention font également foi.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, ayant déposé leurs pleins pouvoirs respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le 9 juillet 1956, en deux exemplaires originaux en français et en anglais. Le Directeur général du Bureau international du Travail enverra des copies certifiées conformes du texte de la présente Convention à chacun des Gouvernements des Etats signataires.

ANNEXE

RAPPORT

DE LA CONFÉRENCE INTERGOUVERNEMENTALE CHARGÉE D'ÉTUDIER LE PROJET DE CONVENTION EUROPÉENNE SUR LA SÉCURITÉ SOCIALE DES TRAVAILLEURS DES TRANSPORTS INTERNATIONAUX

Genève, 3-9 juillet 1956

1. La Conférence intergouvernementale chargée d'étudier le projet de Convention européenne sur la sécurité sociale des travailleurs des transports internationaux, convoquée par le Directeur général du Bureau international du Travail suivant la décision du Conseil d'administration du Bureau international du Travail prise à sa 131me session (février-mars 1956), s'est tenue à Genève du 3 au 9 juillet 1956.

Les gouvernements de tous les Etats européens Membres de l'Organisation internationale du Travail ont été invités à prendre part à cette Conférence.

2. Les gouvernements des Etats suivants étaient représentés: République fédérale d'Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Suisse et Yougoslavie. Les gouvernements de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques étaient représentés par des observateurs.

3. M. Luis Alvarado, représentant du Directeur général du Bureau international du Travail, a ouvert la réunion en rappelant les travaux de la Réunion préparatoire chargée d'examiner le texte de l'avant-projet d'une Convention européenne concernant la sécurité sociale des travailleurs engagés dans les transports internationaux, qui s'est tenue à Genève du 7 au 13 décembre 1955. Il a constaté que ladite réunion tripartite a établi en conclusion de ses travaux un projet d'instrument qui a été transmis aux gouvernements des Etats européens Membres de l'Organisation internationale du Travail, en les priant de communiquer au Bureau international du Travail leurs amendements éventuels.

4. La Conférence a élu son Bureau comme suit:

Président - M. L. WATILLON (Représentant de la Belgique)

Vice-président - M. A. PATTERSON, C.M.G. (Représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Rapporteur - M. A. SAXER (Représentant de la Suisse)

Le Comité de rédaction a été composé comme suit:

M. A. Saxer (Rapporteur et Président du Comité, M. M. von Borries (République fédérale d'Allemagne), M. J. Dedieu (France), M. P. Juhl-Christensen (Danemark) et M. A. Patterson (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

5. La Conférence a tenu 8 séances. Le Comité de rédaction a tenu 3 séances.

6. La Conférence a adopté pour règlement le projet qui a été soumis par le Bureau international du Travail (Document CISST/D.36.1956).

7. La Conférence a décidé d'adopter pour base de ses travaux le projet d'une Convention européenne concernant la sécurité sociale des travailleurs des transports internationaux, qui avait été approuvé sans opposition à la dernière séance de la Réunion préparatoire susmentionnée (Document CSST/D.45. 1955 - rev. 2).

8. La Conférence a jugé utile de ne pas rouvrir la discussion générale du fait que l'examen des principes sur lesquels la Convention doit être basée avait déjà fait l'objet des travaux de la Réunion préparatoire. En conséquence, la Conférence a passé directement à l'examen des articles et des amendements particuliers.

Les décisions prises sur tout amendement ainsi que sur toute autre proposition formelle sont contenues dans les documents spéciaux « Relevés des décisions » dont les textes ont été approuvés au cours des séances de la Conférence.

9. En adoptant le texte de l'alinéa c) de l'article 1, la Conférence a constaté que dans les cas où les éventualités (branches) indiquées audit alinéa sont englobées dans le même régime que d'autres éventualités (branches), la législation concernant ledit régime est applicable dans sa totalité.

10. La Conférence a examiné un amendement qui visait à n'appliquer la Convention qu'aux travailleurs ressortissants de l'une des Parties Contractantes ou apatrides. Cet amendement était motivé par le fait que plusieurs conventions bilatérales et multilatérales ne s'appliquent qu'aux ressortissants des Parties Contractantes et aux apatrides et qu'il serait souhaitable d'adopter le même principe dans le présent instrument. De plus, l'extension à tous les travailleurs de la présente Convention, qui ne comporte qu'un objet limité aux prestations à court terme, pourrait créer des situations délicates dans la mesure où seraient en cause

des travailleurs dont le pays n'a pas passé de conventions générales de sécurité sociale avec les Parties Contractantes intéressées. Toutefois, la Conférence ayant estimé qu'il serait très difficile dans la pratique de faire des distinctions entre les travailleurs occupés dans les transports internationaux en ce qui concerne leur nationalité, l'amendement a été retiré.

11. La Conférence a confirmé que le terme « pour son proprie compte » figurant à l'alinéa *h*) de l'article 1 signifie que la Convention s'applique aussi aux travailleurs d'une entreprise quelconque qui sont occupés par ladite entreprise dans les transports de ses propres produits ou marchandises par ses propres véhicules.

12. La Conférence a examiné si l'instrument devait s'appliquer aux travailleurs des transports ferroviaires. Il a été relevé que l'exclusion desdits travailleurs pourrait se justifier du fait que ces travailleurs sont souvent soumis a des régimes spéciaux analogues ou identiques au régime des fonctionnaires, et que, de plus, les cas d'emploi en dehors du pays d'affiliation ne sont pas fréquents. Toutefois, après avoir constaté que l'évolution actuelle tend à faire augmenter le nombre des travailleurs ferroviaires qui, dans les trains internationaux, exercent leur service sur le territoire d'un autre pays, et que, de plus, les membres du personnel des wagons-lits et des wagons-restaurants ne sont qu'exceptionnellement assimilés aux fonctionnaires, la Conférence a décidé d'admettre cette catégorie de travailleurs au bénéfice de la Convention.

13. La Conférence a également confirmé que la Convention doit s'appliquer au personnel navigant des transports aériens.

14. La Conférence a examiné la question de savoir s'il était préférable, à l'alinéa *i*) de l'article 1, de définir le terme « membres de la famille » conformément à la législation applicable à l'institution du lieu de séjour. La Conférence a décidé de maintenir la référence à la définition prévue par la législation applicable à l'institution compétente du fait que l'instrument ne couvre que les membres de la famille du travailleur qui vivent avec lui sur le bâtiment de navigation intérieure.

15. La Conférence a décidé de supprimer le paragraphe 3 de l'article 2 du projet (Document CSST/D. 45. 1955 (rev. 2) qui était ainsi conçu :

« Si l'employeur exploite lui-même son moyen de transport et si son entreprise n'a pas son siège sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, la législation applicable aux travailleurs occupés sur ledit moyen de transport est celle de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'employeur a son domicile légal. Si l'employeur n'a pas son domicile légal sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, la législation applicable est celle de la Partie Contractante dont il est ressortissant ».

Tout en admettant l'opportunité de telles solutions pour la navigation fluviale et les petites entreprises artisanales de transports routiers, la Conférence a constaté que la disposition du paragraphe 5 de l'article 2 est entièrement suffisante pour que de tels cas puissent être réglés dans ce sens par des accords directs entre les autorités compétentes.

16. La Conférence n'a pas retenu l'amendement visant à la totalisation des périodes d'assurance en vue de l'acquisition et du maintien du droit aux prestations de l'assurance maladie-maternité. Elle a estimé qu'un tel amendement dépassait le cadre de la Convention puisque celle-ci ne vise pas le passage d'une législation à l'autre mais uniquement le service des prestations en dehors du pays d'affiliation.

17. En adoptant le paragraphe 2 de l'article 3, la Conférence a constaté que cette disposition ne porte nullement atteinte à celle contenue dans l'article 18. Entre autres, le travailleur qui peut bénéficier da l'article 18 est libre, si la législation qui lui est applicable le lui permet, d'accepter ou non le service des prestations en nature par l'institution du lieu de son séjour.

18. La Conférence a examiné la question de savoir si la notion de « modalités de service » figurant au paragraphe 2 de l'article 3 impliquait que les tarifs pour les soins médicaux qui sont applicables aux assurés d'une institution étaient obligatoirement applicables aux travailleurs affiliés à l'institution d'un autre pays. Tout en admettant que l'application de ce principe se heurte à des difficultés, la Conférence n'a pas retenu un amendement tendant à l'inclusion des mots « dans la mesure du possible » avant le terme « les modalités de service » afin d'éviter une interprétation selon laquelle l'application de tarifs spéciaux pour les travailleurs étrangers serait admissible. La Conférence recommande que les tarifs appliqués aux travailleurs étrangers bénéficiant de la présente Convention soient les mêmes que ceux applicables aux assurés de l'institution qui assume le service des prestations.

19. Au sujet du paragraphe 2 de l'article 4 qui se réfère au paragraphe 2 de l'article 3, la Conférence a constaté que les prestations en nature « immédiatement nécessaires » dans les cas d'accident du travail comprennent non seulement les premiers secours mais aussi toutes les autres prestations en nature normales que l'état de la victime nécessite.

20. La Conférence a constaté que l'article 7 ne se réfère pas seulement aux allocations au décès dues au titre d'un décès provoqué par une maladie ordinaire, mais également à celles dues au titre d'un décès survenu à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

21. La Conférence a adopté à l'unanimité l'Acte final signé par les représentants gouvernementaux et le texte de la Convention signé par son président et annexé à l'Acte final.

Genève, le 9 juillet 1956

A. SAXER — *Rapporteur*

L. WATILLON — *Président*

ANNEXE AU RAPPORT

LISTE DES PARTICIPANTS

République Fédérale d'Allemagne

Délégué :

M. M. von BORRIES, Conseiller ministériel, Ministère fédéral du Travail.

Autriche :

Délégué :

M. W. HUBINGER, Conseiller ministériel, Ministère fédéral de l'administration sociale.

Belgique:
Délégué:
M. L. WATILLON, Directeur général, Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Danemark:
Délégué:
M. P. JUHL-CHRISTENSEN, Chief of Social Security Division, Ministry of Social Affairs.

Espagne:
Délégué:
M. M. AMBLES PIPO, Sous-Directeur de la Prévoyance sociale au Ministère du Travail.
Conseiller technique:
M. V. FERNANDEZ GONZALEZ, Inspecteur Général du Travail.

France:
Délégué:
M. R. APPEL, Conseiller technique au Cabinet du Secrétaire d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale.
Conseiller technique:
M. J. DEDIEU, Administrateur civil de 2me classe au Secrétariat d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale.

Irlande:
Délégué:
M. H. J. McCANN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Ireland to Switzerland.
Conseiller technique:
M. F. A. HYNES, Deputy Assistant Secretary, Department of Social Welfare.

Italie:
Délégué:
M. C. CARLONI, Inspecteur général, Ministère du travail.
Conseiller technique:
R. B. GORINI, Directeur de Division, Ministère du Travail.

Luxembourg:
Délégué:
M. A. KAYSER, Président de l'Office des Assurances sociales, Ministère du Travail et de la Sécurité sociale.
Conseillers techniques:
M. M. NOSBUSCH, Attaché de Justice au Ministère du Travail et de la Sécurité sociale.
M. M. SCHNEIDER, Contrôleur à l'Inspection des Institutions sociales.
M. A. HUMMER, Contrôleur des Travailleurs du Transport à l'Inspection du Travail et des Mines.

Norvège:
Délégué:
M. Per RAMHOLT, Actuary, Ministry of Social Affairs.

Pays-Bas:
Délégué:
M. A. C. M. van de VEN, Directeur-Chef de la Division des Assurances sociales, Ministère des Affaires sociales et de la Santé publique.

Pologne:
Délégué:
M. J. JURKIEWICZ, Délégué auprès de l'Office européen des Nations Unies.
Conseiller technique:
M. E. GARCZYNSKI, Directeur de département, Ministère des chemins de fer.

Royaume-Uni:
Délégué:
M. A. PATTERSON, C. M. G., Assistant Secretary, Ministry of Pensions and National Insurance.

Suède:
Délégué:
M. R. FAUGERT, Chief of Section in the National Insurance Office.

Suisse:
Délégué:
M. A. SAXER, Directeur de l'Office fédéral des Assurances sociales.
Conseillers techniques:
M. C. MOTTA, Chef de la Section pour les relations internationales et les conventions en matière d'assurances sociales à l'Office fédéral des Assurances sociales.
M.lle D. BRIDEL, Adjointe à la Section de l'Assurance-maladie, Office fédéral des Assurances sociales.
M. R. SCHAETTI, Secrétaire général de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents.

Tchécoslovaquie:
Observateur:
M. J. STRNAD, Permanent Delegation of Czechoslovakia to the European Office of the United Nations.

U.R.S.S.:
Observateur:
M. K. NIKHOLAEV, Deputy Head of the Salary and Labour Department, Ministry of Railway Transport of the U.S.S.R.
Conseiller technique:
M. Y. PAVLOV, Foreign Ministry, U.S.S.R.

Yougoslavie:
Délégué:
M. S. POPOVIC, Conseiller, Office fédéral d'Assurance sociale.
Conseiller technique:
M. Z. CVEJIC, Chef de Département, Office fédéral d'Assurance sociale.

ACTE FINAL

DE LA CONFÉRENCE INTERGOUVERNEMENTALE CHARGÉE D'ÉTUDIER LA CONVENTION EUROPÉENNE SUR LA SÉCURITÉ SOCIALE DES TRAVAILLEURS DES TRANSPORTS INTERNATIONAUX.

(Genève, 3-9 juillet 1956)

1. La Conférence intergouvernementale chargée d'étudier le projet de Convention européenne sur la sécurité sociale des travailleurs des transports inter-

nationaux a été convoquée à Genève par le Directeur général du Bureau international du Travail à l'effet d'adopter définitivement ladite Convention. Un projet de Convention avait été discuté et approuvé par la Réunion préparatoire qui s'était réunie à Genève du 7 au 13 décembre 1955.

2. La Conférence intergouvernementale a siégé à Genève du 3 au 9 juillet 1956. Les gouvernements des Etats suivants y étaient représentés: République fédérale d'Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Suisse et Yougoslavie. Les gouvernements de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques étaient représentés par des observateurs.

3. La Conférence a adopté définitivement le 9 juillet 1956 la Convention européenne sur la sécurité sociale des travailleurs des transports internationaux dont le texte signé par le Président de la Conférence intergouvernementale est annexé au présent Acte final.

4. La Conférence a également adopté le Rapport dont le texte signé par le Président et le Rapporteur de la Conférence intergouvernementale est annexé au présent Acte final.

5. La Convention est ouverte à la signature et à la ratification des Etats Membres européens de l'Organisation internationale du Travail et, dans les conditions indiquées dans l'article 20 de la Convention, à l'adhésion de tout autre Etat européen. La Conférence exprime le voeu que la Convention soit signée à Genève par les plénipotentiaires des gouvernements intéressés, avant le 1er novembre 1956, et que sa ratification dans les conditions prévues à ladite Convention intervienne dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les représentants soussignés ont signé le présent Acte final.

Fait à Genève, le 9 juillet 1956, en un seul original en français et en anglais, qui sera déposé entre les mains du Directeur général du Bureau international du Travail, qui en enverra des copies certifiées conformes à chacun des gouvernements représentés à la Conférence.

Pour la République fédérale d'Allemagne:
v. Borries

Pour l'Autriche:
Dr. Hudinger

Pour la Belgique:
L. Watillon

Pour le Danemark:
P. Juhl-Christensen

Pour l'Espagne:
Manuel Ameles

Pour la France:
René Appel

Pour l'Irlande:
F. Hynes

Pour l'Italie:
Carlo Carloni

Pour le Luxembourg:
A. Kayser

Pour la Norvège:
Per Ramholt

Pour les Pays-Bas:
Van de Ven

Pour la Pologne:
Jurkiewicz

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
A. Patterson

Pour la Suède:
R. Faugert

Pour la Suisse:
Saxer

Pour la Yougoslavie:
S. Popovic

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
Fanfani

LEGGE 4 dicembre 1965, n. 1309.

Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 7 ottobre 1965, n. 1118, recante la sospensione della imposta di fabbricazione sui filati di lana e la istituzione di una addizionale speciale all'imposta generale sull'entrata per le materie prime tessili di lana.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Promulga

la seguente legge:

Articolo unico.

E' convertito in legge il decreto-legge 7 ottobre 1965, n. 1118, recante la sospensione della imposta di fabbricazione sui filati di lana e l'istituzione di un'addizionale speciale all'imposta generale sull'entrata per le materie prime tessili di lana, con le seguenti modificazioni:

Nell'articolo 3, alla voce: « ex 646 - Peli fini non nominati nè compresi altrove, in massa, esclusi quelli di coniglio, di lepre, di castoro e di nutria », la misura dell'addizionale speciale è ridotta dal 7,80 per cento al 4 per cento.

E' aggiunto, in fine all'articolo 3, il seguente comma:

« Le imprese che nei propri stabilimenti o presso terzi provvedono alla slanatura delle pelli contemplate dall'articolo 5 della legge 26 novembre 1957, n. 1153, sono tenute ad assolvere l'addizionale speciale prevista dal comma precedente nella misura del 4 per cento sul prezzo di vendita all'ingrosso della lana, all'atto della vendita del prodotto ovvero all'atto del passaggio dello stesso dal reparto di slanatura ai reparti di impiego ».

L'articolo 4 è sostituito con il seguente:

« L'addizionale speciale prevista dal precedente articolo 3 non è dovuta quando le materie prime tessili ivi contemplate vengano acquistate nel territorio dello

Stato od importate dall'estero da imprese produttrici di feltri battuti o di materassi e trapunte di lana ovvero da ditte che producono filati diversi da quelli contemplati dal precedente articolo 1, contenenti lana in quantità non superiore al 10 per cento. Tale addizionale è dovuta invece nella misura del 4 per cento quando l'impresa industriale destini dette materie prime, acquistate all'interno o importate dall'estero, alla produzione di feltri tessuti, di tappeti e a quella di coperte.

A tal fine le imprese interessate devono dichiarare, sotto la loro esclusiva responsabilità alle Intendenze di finanza, per gli acquisti nel territorio dello Stato, o alla Dogana, per l'importazione dall'estero, l'attività da esse esercitata indicando gli stabilimenti o laboratori in cui l'attività stessa viene svolta e la loro potenzialità ed allegando a tale dichiarazione, qualora non si tratti di amministrazioni dello Stato, un certificato della Camera di commercio, industria ed agricoltura, nella cui circoscrizione l'impresa ha la propria sede, attestante la veridicità della dichiarazione stessa nonchè un certificato del competente Ufficio tecnico delle imposte di fabbricazione attestante che l'impresa interessata non esercita l'attività di filatura.

Allo stesso scopo i fabbricanti che producono filati contenenti lana in quantità non superiore al 10 per cento debbono esibire alle Intendenze di finanza per gli acquisti nel territorio dello Stato delle materie prime tessili contemplate dal precedente articolo 3, o alla Dogana per l'importazione dall'estero delle stesse materie prime, apposito certificato rilasciato dai competenti Uffici tecnici delle imposte di fabbricazione dal quale risulti che la ditta interessata esercita la produzione di tali filati.

Qualora le materie prime tessili acquistate nel territorio dello Stato o importate dall'estero, ai sensi del primo comma del presente articolo, vengano impiegate dall'acquirente o dall'importatore nella produzione di manufatti diversi da quelli contemplati dallo stesso primo comma ovvero vendute ad imprese esercenti attività diverse da quelle indicate nel comma medesimo, colui che utilizza le materie prime per i detti impieghi ovvero il venditore di esse è tenuto ad assolvere l'addizionale speciale prevista dal precedente articolo 3 o la quota integrativa del 3,80 per cento, nel caso in cui sia stata corrisposta l'aliquota ridotta del 4 per cento, commisurate rispettivamente al prezzo all'ingrosso all'atto del passaggio al reparto d'impiego ovvero al prezzo di vendita effettivamente praticato, mediante emissione di fattura o di altro equivalente documento.

Nel primo comma dell'articolo 5 alla lettera *a*), dopo la parola « crini » sono inserite le parole « in quantità superiore al 10 per cento esclusi i materassi e le trapunte di lana »;

alla lettera *b*), dopo la parola « crini » sono inserite le parole « in quantità superiore al 10 per cento esclusi i feltri battuti »;

alla lettera *c*), dopo la parola « crini » sono inserite le parole « in quantità superiore al 10 per cento ».

Nell'ultimo comma dell'articolo 5, dopo la parola « restituzione » sono soppresse le parole « all'esportazione » e dopo le parole « si applicheranno » sono inserite le parole « per i prodotti esportati ».

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 4 dicembre 1965

SARAGAT

MORO — TREMELLONI — COLOMBO — PIERACCINI — LAMI STARNUTI

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 13 ottobre 1965.

Nomina di un consigliere di amministrazione dell'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 6 dicembre 1962, n. 1643;

Visto l'art. 4 del decreto del Presidente della Repubblica 15 dicembre 1962, n. 1670;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 febbraio 1963, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana n. 44 del 16 febbraio 1963, concernente la nomina del presidente e dei componenti il Consiglio di amministrazione dell'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica;

Vista la lettera, in data 7 ottobre 1965, con la quale il dott. ing. Giorgio Riccio ha rassegnato le dimissioni dalla carica di consigliere di amministrazione dell'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica;

Sulla proposta del Ministro per l'industria ed il commercio;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Decreta:

Il dott. Sereno Freato è nominato consigliere di amministrazione dell'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica in sostituzione del dott. ing. Giorgio Riccio, dimissionario.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 13 ottobre 1965

SARAGAT

MORO — LAMI STARNUTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 26 ottobre 1965
Registro n. 14 Industria e commercio, foglio n. 295. — SERNIA

(9301)

DECRETO MINISTERIALE 16 ottobre 1965.

Sostituzione di un membro della Commissione provinciale per il collocamento di Savona.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto ministeriale 12 agosto 1964, con il quale è stata ricostituita la Commissione provinciale per il collocamento di Savona;

Vista la nota del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Savona n. 7676

datata 25 giugno 1965, con la quale viene prospettata la necessità di sostituire — perchè collocato a riposo — il geom. Schiavello Damiano, membro della citata Commissione quale rappresentante dell'Ufficio del genio civile, con il 1° geom. Caviglia Enrico;

Decreta:

Articolo unico

Il 1° geom. Caviglia Enrico è nominato membro della Commissione provinciale per il collocamento di Savona, quale rappresentante dell'Ufficio del genio civile, in sostituzione del geom. Schiavello Damiano.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 16 ottobre 1965

p. *Il Ministro*: MARTONI

(9671)

DECRETO MINISTERIALE 6 novembre 1965.

Dichiarazione di notevole interesse pubblico di una zona nel comune di Sarnico (Bergamo) in ampliamento del vincolo già imposto.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Esaminati gli atti;

Considerato che la Commissione provinciale di Bergamo per la protezione delle bellezze naturali, nella adunanza del 28 febbraio 1964, ha deliberato di estendere il vincolo imposto con decreto ministeriale 21 luglio 1962 sul territorio del comune di Sarnico;

Considerato che il verbale della suddetta Commissione è stato pubblicato nei modi prescritti dall'art. 2 della precitata legge, all'albo del comune di Sarnico (Bergamo);

Vista l'opposizione presentata, a termini di legge, avverso la predetta proposta di vincolo, da parte del sindaco di Sarnico;

Considerato che, indipendentemente dal rilascio della licenza edilizia, il vincolo comporta, in particolare, l'obbligo, da parte del proprietario, possessore o detentore, a qualsiasi titolo, dell'immobile ricadente nella località vincolata, di presentare alla competente Soprintendenza, per la preventiva approvazione, qualunque progetto di opere che possano modificare l'aspetto esteriore della località stessa;

Riconosciuto che l'area sulla quale si vuole estendere il vincolo ha notevole interesse pubblico, sia perchè da essa si gode un panorama particolarmente suggestivo, formato dal lago, dai monti, dalle propaggini collinari ricche della tipica vegetazione ad uliveti ed alberi da frutta, sia perchè dal lago stesso la zona appare in un quadro naturale di singolare bellezza, costituito dalle caratteristiche costruzioni dell'abitato e dai giardini;

Decreta:

Di estendere il vincolo panoramico, imposto sulla zona del comune di Sarnico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, con i decreti ministeriali del 15 novembre 1956 e 21 luglio 1962, nel modo che segue: a partire dalla porzione dell'abitato di Sarnico fronteggiante il lago ed il fiume Oglio per uno sviluppo frontale di 300 metri dal ponte in direzione del fiume, il vincolo si estende in profondità fino a comprendere il territorio incluso nei seguenti confini: (da est) via don Giacomo Besanzoni, via Chiesa, via Roma, via Vittorio Veneto fino al punto in cui la strada esce dall'abitato di Sarnico (il cui termine verso est è definito dal tratto di circonferenza che ha per centro lo sbocco del ponte sull'Oglio verso l'abitato e un raggio di 600 metri).

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, numero 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Bergamo.

La Soprintendenza ai monumenti di Milano curerà che il comune di Sarnico provveda all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto all'albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione, e che il Comune stesso tenga a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta l'art. 4 della legge sopracitata.

La Soprintendenza comunicherà al Ministero la data della effettiva affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 6 novembre 1965

p. *Il Ministro*: BADALONI

Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali della provincia di Bergamo

Adunanza del 28 febbraio 1964

Verbale n. 2

SARNICO (Bergamo): tutela paesistica;

(*Omissis*).

LA COMMISSIONE

Considerata la necessità di estendere il vincolo imposto da questa stessa Commissione con propria delibera 18 settembre 1958 con decreto ministeriale 21 luglio 1962, così da porre una precisa salvaguardia contro le alterazioni dell'attuale fisionomia paesaggistica dovute ad indiscriminate iniziative edilizie;

Riconosciuto che la zona ha notevole interesse pubblico sia perchè da essa si gode un panorama particolarmente suggestivo, formato dal lago, dai monti, dalle propaggini collinari ricche della tipica vegetazione ad uliveti ed alberi da frutta, sia perchè dal lago stesso la zona appare in un quadro panoramico di singolare bellezza, costituito dalle caratteristiche costruzioni dell'abitato e dai giardini;

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497;

Delibera:

col voto favorevole di tutti i componenti la Commissione, ad eccezione del sindaco di Sarnico che esprime al riguardo voto contrario, di estendere il vincolo panoramico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, art. 1 numeri 3 e 4 di cui ai decreti ministeriali 15 novembre 1956 e 31 luglio 1962, nel modo che segue:

a partire dalla porzione dell'abitato di Sarnico fronteggiante il lago ed il fiume Oglio per uno sviluppo frontale di 300 metri dal ponte in direzione del fiume, il vincolo si estende in profondità fino a comprendere il territorio incluso nei seguenti confini: (da est) via Don Giacomo Besanzoni, via Chiesa, via Roma, via Vittorio Veneto fino al punto in cui la strada esce dall'abitato di Sarnico (il cui termine verso est è definito dal tratto di circonferenza che ha per centro lo sbocco del ponte sull'Oglio verso l'abitato e un raggio di 600 metri).

(*Omissis*).

(9166)

DECRETO MINISTERIALE 30 novembre 1965.

Autorizzazione al Banco Ambrosiano, con sede in Milano, a compiere operazioni di credito agrario di esercizio, nel territorio del comune di Firenze.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti il regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, convertito, con modificazioni, nella legge 5 luglio 1928, n. 1760 e le successive modificazioni e integrazioni, nonchè il regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto ministeriale 23 gennaio 1928 e le successive modificazioni e integrazioni;

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e le successive modificazioni e integrazioni, nonchè il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visto il proprio decreto in data 6 agosto 1949, col quale il Banco Ambrosiano, con sede a Milano, è stato autorizzato a compiere operazioni di credito agrario di esercizio, ai sensi dell'art. 2 del regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, convertito nella legge 5 luglio 1928, n. 1760, con le norme ed alle condizioni dettate dallo stesso regio decreto-legge e dal relativo regolamento, nel territorio dei comuni di Alessandria, Bergamo, Bologna, Como, Milano, Pavia, Piacenza, Roma, Torino e Varese, nonchè nel territorio dei comuni di Abbiategrasso, Besana, Concorezzo, Monza, Seregno e Seveso (in provincia di Milano), Casteggio e Vigevano (in provincia di Pavia), Erba, Fino-Mornasco e Lecco (in provincia di Como) e Luino (in provincia di Varese);

Vista la domanda presentata dallo stesso Banco;

Vista la deliberazione adottata dal Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

L'autorizzazione concessa al Banco Ambrosiano, con sede a Milano, col decreto in data 6 agosto 1949, di cui in premessa, è estesa al territorio del comune di Firenze.

Oltre che nei casi previsti negli articoli 37, terzo comma, e 47, terzo comma, del citato regolamento, la presente autorizzazione e quella citata in premessa potranno essere revocate, con decreto del Ministro per il tesoro, sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio, qualora esse non abbiano dato luogo ad un effettivo sviluppo della speciale attività creditizia da parte del Banco Ambrosiano.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 30 novembre 1965

Il Ministro: COLOMBO

(9784)

DECRETO PREFETTIZIO 18 novembre 1965.

Costituzione del Consiglio provinciale di sanità di Udine.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI UDINE

Visti il proprio decreto n. 64905 in data 22 novembre 1961 di costituzione del Consiglio provinciale di sanità per il triennio 1961-1964 e i successivi decreti modificativi;

Ritenuta la necessità di provvedere alla ricostituzione del Consiglio medesimo ormai scaduto;

Viste le designazioni degli Enti interessati;

Sentito il medico provinciale;

Visto l'art. 12 del decreto del Presidente della Repubblica 11 febbraio 1961, n. 257;

Decreta:

E' costituito il Consiglio provinciale di sanità, per il triennio 1965-1968, nelle persone dei signori:

il prefetto, presidente;

il medico provinciale;

il veterinario provinciale;

il presidente del Tribunale civile e penale di Udine;

l'ingegnere capo del Genio civile;

il capo dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

il capo dell'Ispettorato del lavoro;

il direttore dell'Ospedale militare di Udine;

l'ufficiale sanitario del comune di Udine;

Bertolissi dott. Marcello, medico condotto;

il direttore della Sezione medico micrografica del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi;

il direttore della Sezione chimica dello stesso Laboratorio;

Armani on. Arnaldo, presidente dell'Ospedale civile di Udine;

Zanuttini dott. Giancarlo, direttore sanitario dell'Ospedale civile di Udine;

Slavich prof. Ervino, primario medico;

Vitturi dott. Nicolò, primario chirurgo;

Venturelli dott. Roberto, dottore in medicina e chirurgia;

Sacco dott. Carlo, dottore in medicina e chirurgia;

Saccomano dott. Galliano-Franco, dottore in medicina e chirurgia specialista in pediatria;

Zambruno avv. Camillo, esperto in materie amministrative;

Giorgetti ing. Mario e Raffaelli ing. Renato, esperti in ingegneria sanitaria, urbanistica e in edilizia ospedaliera;

Ilardi dott. Vincenzo, rappresentante dell'Ordine dei medici;

Rigutto dott. Americo, rappresentante dell'Ordine dei veterinari;

Colussi dott. Mario, rappresentante dell'Ordine dei farmacisti;

Rizzi ost. Maria, rappresentante del Collegio delle ostetriche;

Cossutti a.s.v. Rosa, rappresentante del Collegio delle infermiere professionali, assistenti sanitarie visitatrici e vigilatrici d'infanzia;

Palmisano avv. Tommaso, rappresentante dell'I.N.P.S.;

Loreti dott. Lamberto, rappresentante dell'I.N.A.I.L.;

Gianoli dott. Rino, rappresentante dell'I.N.A.M.;

Giacometti dott. Sergio, consigliere di 1ª classe del Ministero della sanità, segretario.

Il triennio decorre dalla data del presente decreto

Udine, addì 18 novembre 1965.

Il prefetto: BEVIVINO

(9307)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Esito di ricorso

Con decreto presidenziale 7 settembre 1965, registrato alla Corte dei conti il 9 novembre successivo è stato respinto il ricorso straordinario proposto dal sig. Segoni Italo, usciere capo presso la Pretura di Cesena, avverso il decreto datato 19 giugno 1963 del Ministero di grazia e giustizia, con cui l'usciere Echites Franco fu trasferito dalla Pretura di Bologna al Tribunale di Ascoli Piceno.

(9426)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'acquisto di un terreno da parte della sezione provinciale di Pistoia dell'Ente nazionale per la protezione degli animali.

Con decreto ministeriale n. 10.21460/10089.G.63 (9) in data 22 novembre 1965, la sezione provinciale di Pistoia dell'Ente nazionale per la protezione degli animali è autorizzata ad acquistare per il prezzo di L. 590.000 (cinquecentonovantamila), un appezzamento di terreno della superficie di mq. 590, di proprietà dei signori Capponi Leonardo e Monfardini Clementina vedova Capponi Sestilio, da destinare all'ampliamento dell'attuale ricovero per animali abbandonati.

(9428)

Autorizzazione al comune di Rutino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 27 novembre 1965, il comune di Rutino (Salerno), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 12.363.806, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(9531)

Autorizzazione al comune di Caraffa del Bianco ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 27 novembre 1965, il comune di Caraffa del Bianco (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 33.326.750, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dello importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(9532)

Autorizzazione al comune di Goriano Sicoli ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 27 novembre 1965, il comune di Goriano Sicoli (L'Aquila), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 8.368.560, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(9533)

Autorizzazione al comune di Castelsilano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 27 novembre 1965, il comune di Castelsilano (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 15.394.255, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(9534)

Autorizzazione al comune di Cicala ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 27 novembre 1965, il comune di Cicala (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 12.940.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(9535)

Autorizzazione al comune di Carfizi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 27 novembre 1965, il comune di Carfizi (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 18.043.820, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(9536)

Autorizzazione al comune di Carlopoli ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 27 novembre 1965, il comune di Carlopoli (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 31.090.455, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(9537)

Autorizzazione al comune di Botricello ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 27 novembre 1965, il comune di Botricello (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 9.622.900, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(9538)

Autorizzazione al comune di Andali ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 27 novembre 1965, il comune di Andali (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 5.661.943, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(9539)

Autorizzazione al comune di Argusto ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 27 novembre 1965, il comune di Argusto (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 7.067.827, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(9540)

Autorizzazione al comune di Torre Santa Susanna ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 27 novembre 1965, il comune di Torre Santa Susanna (Brindisi), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 64.245.474, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dello importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(9541)

Autorizzazione al comune di Albi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 27 novembre 1965, il comune di Albi (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 14.052.983, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(9542)

Autorizzazione al comune di Villa Castelli ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 27 novembre 1965, il comune di Villa Castelli (Brindisi), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 34.043.974, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(9543)

Avviso di rettifica

Con decreto ministeriale in data 15 novembre 1965, la provincia di Bologna, viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 161.387.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1964 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

Il presente comunicato sostituisce quello pubblicato a pag. 5872 della *Gazzetta Ufficiale* n. 293 del 24 novembre 1965.

(9728)

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Rettifiche apportate a precedenti decreti di ricompense al valor militare

Decreto presidenziale 19 ottobre 1965 registrato alla Corte dei conti, addì 19 novembre 1965 registro n. 82 Esercito, foglio n. 276

I seguenti decreti relativi a concessioni di ricompense al valor militare sono rettificati come qui di seguito indicato:

Regio decreto 26 agosto 1926, registrato alla Corte dei conti il 6 settembre 1926, registro n. 15 Guerra, foglio n. 49 (Bollettino ufficiale 1926, dispensa 50, pagina 3397):

BELLANDI Merico, da Pistoia, soldato 41° reggimento fanteria, n. 635 di matricola il nome viene così rettificato: Manrico.

Regio decreto 19 gennaio 1939, registrato alla Corte dei conti l'8 agosto 1939, registro n. 6 Guerra, foglio n. 343 (Bollettino ufficiale 1940, dispensa 6, pagina 559):

FARA CAIRE, Cabila Averghedir, capo comandante IV Gruppo Bande Bertello - II Sottogruppo. Le generalità vengono così rettificate: Farah Keire Mohamud Giumale, Cabila Averghedir.

Decreto presidenziale 9 ottobre 1951, registrato alla Corte dei conti il 29 novembre 1951, registro n. 50 Esercito, foglio n. 183 (Bollettino ufficiale 1951, dispensa 35, pagina 5087):

FAVRO Paolo, di Giovanni e di Pezzotto Anna, da Porcia (Udine), classe 1915, caporal maggiore 11° bersaglieri. Il cognome e nome della madre vengono così rettificati Biscontin Elisa.

Decreto presidenziale 30 maggio 1950, registrato alla Corte dei conti il 17 luglio 1950, registro n. 25 Esercito, foglio n. 19 (Bollettino ufficiale 1950, dispensa 15, pagina 1943):

PETRICCA Alfonso, di Sante e di Lanetta Maria, da Sora (Frosinone), classe 1920, caporale 51° reggimento fanteria. Il nome viene così rettificato: Alfredo. Inoltre la paternità è: Loreto.

(9415)

MINISTERO DELLE FINANZE

Delimitazione di zone agrarie della provincia di Siracusa colpite da eventi naturali di carattere eccezionale

Con decreto interministeriale in data 22 maggio 1965, n. 276, sono state delimitate, a norma della legge 21 luglio 1960, n. 739, le zone agrarie della provincia di Siracusa colpite nell'anno 1964 da eventi naturali di carattere eccezionale, comprese nel territorio dei comuni di Buccheri, Cassaro e Ferla.

Con lo stesso decreto è stato autorizzato nelle zone delimitate dei nominati Comuni lo sgravio delle imposte, sovrimposte ed addizionali sui redditi dominicali ed agrari per l'anno 1964.

(9604)

Delimitazione di zone agrarie della provincia di Salerno colpite da eventi naturali di carattere eccezionale

Con decreto interministeriale in data 26 settembre 1964, n. 257, sono state delimitate, a norma della legge 21 luglio 1960, n. 739, le zone agrarie della provincia di Salerno colpite nell'anno 1963 da eventi naturali di carattere eccezionale, comprese nel territorio dei comuni di Angri (Sezioni *A* e *B*) e Nocera Inferiore.

Con lo stesso decreto è stato autorizzato nelle zone delimitate dei nominati Comuni lo sgravio delle imposte, sovrimposte ed addizionali sui redditi dominicali ed agrari per l'anno 1963.

(9602)

Delimitazione di zone agrarie della provincia di Cuneo colpite da eventi naturali di carattere eccezionale

Con decreto interministeriale in data 19 gennaio 1965, n. 264, sono state delimitate, a norma della legge 21 luglio 1960, n. 739, le zone agrarie della provincia di Cuneo colpite nell'anno 1964 da eventi naturali di carattere eccezionale, comprese nel territorio del comune di Pianfei.

Con lo stesso decreto è stato autorizzato nelle zone delimitate del nominato Comune lo sgravio delle imposte, sovrimposte ed addizionali sui redditi dominicali ed agrari per l'anno 1964.

(9611)

Delimitazione di zone agrarie della provincia di Bologna colpite da eventi naturali di carattere eccezionale

Con decreto interministeriale in data 14 maggio 1965, numero 270, sono state delimitate, a norma della legge 21 luglio 1960, n. 739, le zone agrarie della provincia di Bologna colpite nell'anno 1964 da eventi naturali di carattere eccezionale, comprese nel territorio dei comuni di Argelato, Baricella, Bazzano, Bentivoglio, Crespellano, Galliera, Malalbergo, Minerbio, Mordano, Sala Bolognese, S. Giorgio di Piano, S. Giovanni in Persiceto e Zola Predosa.

Con lo stesso decreto è stato autorizzato nelle zone delimitate dei nominati Comuni lo sgravio delle imposte, sovrimposte ed addizionali sui redditi dominicali ed agrari per l'anno 1964.

(9594)

Delimitazione di zone agrarie della provincia di Napoli colpite da eventi naturali di carattere eccezionale

Con decreto interministeriale in data 26 settembre 1964, n. 256, sono state delimitate, a norma della legge 21 luglio 1960, n. 739, le zone agrarie della provincia di Napoli colpite nell'anno 1963 da eventi naturali di carattere eccezionale, comprese nel territorio dei comuni di Caivano, Palma Campania e San Gennaro Vesuviano.

Con lo stesso decreto è stato autorizzato nelle zone delimitate dei nominati Comuni lo sgravio delle imposte, sovrimposte ed addizionali sui redditi dominicali ed agrari per l'anno 1963.

(9601)

Delimitazione di zone agrarie della provincia di Enna colpite da eventi naturali di carattere eccezionale

Con decreto interministeriale in data 4 marzo 1965, n. 260, sono state delimitate, a norma della legge 21 luglio 1960, n. 739, le zone agrarie della provincia di Enna colpite nell'anno 1964 da eventi naturali di carattere eccezionale, comprese nel territorio dei comuni di Assoro, Barrafranca, Centuripe, Enna, Leonforte, Pietraperzia e Troina.

Con lo stesso decreto è stato autorizzato nelle zone delimitate dei nominati Comuni lo sgravio delle imposte, sovrimposte ed addizionali sui redditi dominicali ed agrari per l'anno 1964.

(9603)

Delimitazione di zone agrarie della provincia di Catania colpite da eventi naturali di carattere eccezionale

Con decreto interministeriale in data 4 marzo 1965, n. 259, sono state delimitate, a norma della legge 21 luglio 1960, n. 739, le zone agrarie della provincia di Catania colpite nell'anno 1964 da eventi naturali di carattere eccezionale, comprese nel territorio dei comuni di Caltagirone, Castel di Judica, Mineo, Mirabella Imbaccari, Raddusa, Ramacca, S. Cono e San Michele di Ganzeria.

Con lo stesso decreto è stato autorizzato nelle zone delimitate dei nominati Comuni lo sgravio delle imposte, sovrimposte ed addizionali sui redditi dominicali ed agrari per l'anno 1964.

(9612)

Delimitazione di zone agrarie della provincia di Reggio Calabria colpite da eventi naturali di carattere eccezionale

Con decreto interministeriale in data 3 dicembre 1964, n. 258, sono state delimitate, a norma della legge 21 luglio 1960, n. 739, le zone agrarie della provincia di Reggio Calabria colpite negli anni 1963 e 1964 da eventi naturali di carattere eccezionale, comprese nel territorio dei comuni di Cinquefrondi, Cittanuova, Malochio, Maropati, Polistena e Terranova Sappo Minulio.

Con lo stesso decreto è stato autorizzato nelle zone delimitate dei nominati Comuni lo sgravio delle imposte, sovrimposte ed addizionali sui redditi dominicali ed agrari per l'anno 1964.

(9607)

Delimitazione di zone agrarie della provincia di Caserta colpite da eventi naturali di carattere eccezionale

Con decreto interministeriale in data 19 gennaio 1965, n. 263, sono state delimitate, a norma della legge 21 luglio 1960, n. 739, le zone agrarie della provincia di Caserta colpite nell'anno 1964 da eventi naturali di carattere eccezionale, comprese nel territorio dei comuni di Bellona e Vitulazio.

Con lo stesso decreto è stato autorizzato nelle zone delimitate dei nominati Comuni lo sgravio delle imposte, sovrimposte ed addizionali sui redditi dominicali ed agrari per l'anno 1964.

(9609)

Delimitazione di zone agrarie della provincia di Verona colpite da eventi naturali di carattere eccezionale

Con decreto interministeriale in data 29 marzo 1965, n. 268, sono state delimitate, a norma della legge 21 luglio 1960, n. 739, le zone agrarie della provincia di Verona colpite nell'anno 1964 da eventi naturali di carattere eccezionale, comprese nel territorio dei comuni di Cavaion Veronese, S. Ambrogio di Valpolicella (Sezione *A*) e San Pietro Inlariano (Sezione Negarino).

Con lo stesso decreto è stato autorizzato nelle zone delimitate dei nominati Comuni lo sgravio delle imposte, sovrimposte ed addizionali sui redditi dominicali ed agrari per l'anno 1964.

(9598)

Delimitazione di zone agrarie della provincia di Foggia colpite da eventi naturali di carattere eccezionale

Con decreto interministeriale in data 12 febbraio 1965, n. 266 sono state delimitate, a norma della legge 21 luglio 1960, n. 739, le zone agrarie della provincia di Foggia colpite nell'anno 1964 da eventi naturali di carattere eccezionale, comprese nel territorio dei comuni di Castelnuovo della Daunia, Lucera, Manfredonia, Ortanova, Rignano Garganico, S. Paolo Civitate, S. Severo e Torremaggiore.

Con lo stesso decreto è stato autorizzato nelle zone delimitate dei nominati Comuni lo sgravio delle imposte, sovrimposte ed addizionali sui redditi dominicali ed agrari per l'anno 1964.

(9596)

Delimitazione di zone agrarie della provincia di Matera colpite da eventi naturali di carattere eccezionale

Con decreto interministeriale in data 29 marzo 1965, n. 267, sono state delimitate, a norma della legge 21 luglio 1960, n. 739, le zone agrarie della provincia di Matera colpite nell'anno 1964 da eventi naturali di carattere eccezionale, comprese nel territorio dei comuni di Aliano, Cirigliano, Colobraro, Craco, Ferrandina, Garaguso, Grassano, Grottole, Irsina, Matera, Miglionico, Montalbano Jonico, Novasiri, Pisticci, Pomarico, Rotondella, Salandri, S. Giorgio Lucano, S. Mauro Forte, Stigliano, Tricarico, Tursi e Valsinni.

Con lo stesso decreto è stato autorizzato nelle zone delimitate dei nominati Comuni lo sgravio delle imposte, sovrimposte ed addizionali sui redditi dominicali ed agrari per l'anno 1964.

(9597)

Delimitazione di zone agrarie della provincia di Modena colpite da eventi naturali di carattere eccezionale

Con decreto interministeriale in data 26 settembre 1964, n. 255, sono state delimitate, a norma della legge 21 luglio 1960, n. 739, le zone agrarie della provincia di Modena colpite nell'anno 1963 da eventi naturali di carattere eccezionale, comprese nel territorio dei comuni di Bastiglia, Novi di Modena e Soliera.

Con lo stesso decreto è stato autorizzato nelle zone delimitate dei nominati Comuni lo sgravio delle imposte, sovrimposte ed addizionali sui redditi dominicali ed agrari per l'anno 1963.

(9610)

Delimitazione di zone agrarie della provincia di Brindisi colpite da eventi naturali di carattere eccezionale

Con decreto interministeriale in data 12 gennaio 1965, n. 261, sono state delimitate, a norma della legge 21 luglio 1960, n. 739, le zone agrarie della provincia di Brindisi colpite nell'anno 1964 da eventi naturali di carattere eccezionale, comprese nel territorio dei comuni di Latiano e Oria.

Con lo stesso decreto è stato autorizzato nelle zone delimitate dei nominati Comuni lo sgravio delle imposte, sovrimposte ed addizionali sui redditi dominicali ed agrari per l'anno 1964.

(9599)

Delimitazione di zone agrarie della provincia di Padova colpite da eventi naturali di carattere eccezionale

Con decreto interministeriale in data 19 gennaio 1965, n. 262, sono state delimitate, a norma della legge 21 luglio 1960, n. 739, le zone agrarie della provincia di Padova colpite nell'anno 1963 da eventi naturali di carattere eccezionale, comprese nel territorio dei comuni di Arquà Petrarca, Battipaglia Terme, Galzignano e Monselice.

Con lo stesso decreto è stato autorizzato nelle zone delimitate dei nominati Comuni lo sgravio delle imposte, sovrimposte ed addizionali sui redditi dominicali ed agrari per l'anno 1963.

(9600)

MINISTERO DELLE FINANZE

Tabella dei prelievi applicabili ai prodotti indicati dall'articolo 1 del Regolamento comunitario n. 22 (settore pollame), per il periodo dal 1° agosto 1965 al 31 agosto 1965

Prelievi applicabili all'importazione dei prodotti previsti dal Regolamento comunitario n. 22 (Set ore pollame) in provenienza da:

— **Stati membri della C.E.E., quando tali prodotti sono accompagnati da certificato di circolazione mod. D. D. 4 su cui figuri che l'esportatore ha chiesto, nello Stato membro di provenienza, una restituzione del prelievo a « livello Italia », ovvero che non ha beneficiato di alcuna restituzione del prelievo stesso.**

— **Paesi terzi.**

Prelievi in lire italiane, validi dal 1° *agosto* 1965 *al* 31 *agosto* 1965

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	Denominazione delle merci	Unità imponibile	Importazioni da: Belgio	Lussemburgo	Francia	Germania	Paesi Bassi	Paesi terzi: Prelievo	Paesi terzi: T.C. %
01.05		Volatili vivi da cortile (polli, galline, anatre, oche, tacchini e faraone):								
	01 13	- di peso non superiore a 185 grammi	per numero	7,30	7,30	7,30	7,30	7,30	15,60	
		- altri:								
	02 14	- - polli e galline	per kg	11,60	11,60	11,60	11,60	11,60	47,40	
	03 15	- - anatre	»	11,55	11,55	11,55	11,55	11,55	54,80	
	07 17	- - oche	»	9,25	9,25	9,25	9,25	9,25	54,65	
	06 16	- - tacchini	»	12,05	12,05	12,05	12,05	12,05	56,85	
	09 18	- - faraone	»	27,35	27,35	27,35	27,35	27,35	92,60	
02.02		Volatili morti da cortile e loro frattaglie, commestibili (esclusi i fegati), freschi, refrigerati o congelati:								
		- volatili da cortile interi:								
		- - polli e galline (*a*):								
	06	- - - spennati, senza intestino, con la testa e le zampe	»	13,90	13,90	13,90	13,90	13,90	57,00 (*b*)	
	07	- - - spennati, svuotati, senza la testa e le zampe, ma con il cuore, il fegato e il ventriglio	»	16,60	16,60	16,60	16,60	16,60	67,70 (*b*)	

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	Denominazione delle merci	Unità imponibile	Importazioni da: Belgio	Lussemburgo	Francia	Germania	Paesi Bassi	Paesi terzi: Prelievo	Paesi terzi: T.C. %
02.02 (segue)	08	– – – spennati, svuotati, senza la testa e le zampe, senza il cuore, il fegato e il ventriglio	per kg	17,90	17,90	17,90	17,90	17,90	73,00 (c)	
		– – anatre (a):								
	10	– – – spennate, dissanguate, non svuotate, con la testa e le zampe	»	12,70	12,70	12,70	12,70	12,70	62,30	
	12	– – – spennate, svuotate, senza la testa e le zampe, con o senza il cuore, il fegato e il ventriglio	»	16,50	16,50	16,50	16,50	16,50	78,30	
		– – oche (a):								
	17	– – – spennate, dissanguate, non svuotate, con la testa e le zampe	»	16,20	16,20	16,20	16,20	16,20	81,30	
	19	– – – spennate, svuotate, senza la testa e le zampe, con o senza il cuore e il ventriglio	»	13,20	13,20	13,20	13,20	13,20	78,10	
	13	– – tacchini	»	17,20	17,20	17,20	17,20	17,20	81,20	
	15	– – faraone	»	39,10	39,10	39,10	39,10	39,10	132,30	
		– parti di volatili da cortile (diverse dalle frattaglie):								
	16	– – petti e pezzi di petti, di tacchini	»	33,80	33,80	33,80	33,80	33,80	148,90	
	18	– – petti e pezzi di petti, di altri volatili	»	23,65	23,65	23,65	23,65	23,65	104,25	
		– – cosce e pezzi di cosce:								
	20	– – – cosce di tacchini (drumsticks)	»	12,65	12,65	12,65	12,65	12,65	55,85	
	21	– – – altri	»	21,10	21,10	21,10	21,10	21,10	93,05	
		– – metà o quarti:								
	25	– – – di polli e galline	»	17,90	17,90	17,90	17,90	17,90	73,00 (d)	
	26	– – – di anatre	»	16,50	16,50	16,50	16,50	16,50	78,30	

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	Denominazione delle merci	Unità imponibile	Importazioni da: Belgio	Lussemburgo	Francia	Germania	Paesi Bassi	Paesi terzi Prelievo	Paesi terzi T.C. %
02.02 (segue)	30	- - - di tacchini	per kg	17,20	17,20	17,20	17,20	17,20	81,20	
	29	- - - di oche	»	13,20	13,20	13,20	13,20	13,20	78,10	
	31	- - - di faraone	»	39,10	39,10	39,10	39,10	39,10	132,30	
	35	- - ali	»	12,65	12,65	12,65	12,65	12,65	55,85	
	23 38	- - altre parti	»	8,45	8,45	8,45	8,45	8,45	37,20 (e)	
	02 03	- frattaglie commestibili di volatili da cortile	»	7,75	7,75	7,75	7,75	7,75	34,25	
02.03		Fegati di volatili, freschi, refrigerati, congelati, salati o in salamoia:								
	01 02 03	A. fegati grassi d'oca o di anatra .	»	35,30	35,30	35,30	35,30	35,30	385,80 (f)	5
	04 05 06	B. altri	»	13,90	13,90	13,90	13,90	13,90	84,60 (f)	14
ex 02.05	01	Grasso di volatili, non pressato nè fuso, fresco, refrigerato, congelato, salato o in salamoia, secco o affumicato . .	»	20,95	20,95	20,95	20,95	20,95	92,30	
15.01-B	08	Grasso di volatili pressato o fuso . . .	»	21,80	21,80	21,80	21,80	21,80	92,30 (f)	18
ex 16.02-B-I		Altre preparazioni e conserve di carni e di frattaglie di volatili:								
	11	- conserve di volatili con ossa . . .	»	13,60	13,60	13,60	13,60	13,60	70,95 (f)	21
	13	- conserve di volatili senza ossa . .	»	48,10	48,10	48,10	48,10	48,10	177,35 (f)	21
	14	- preparazioni a base di carni di volatili	»	25,80	25,80	25,80	25,80	25,80	152,65 (f)	21

(a) Se presentati/e sotto una forma che non corrisponda ad alcuno dei tipi di presentazione indicati, sono assimilati/e, ai fini dell'applicazione del prelievo, a quelli/e il cui tipo di presentazione più vi si avvicina. Se il tipo di presentazione è simile a due o tre tipi di presentazione indicati, sono assimilati/e a quelli/e del tipo di presentazione per il quale è stabilito il prelievo più elevato.
(b) Si applica un supplemento di prelievo di lire 101,55 per chilogramma.
(c) Si applica un supplemento di prelievo di lire 75,00 per chilogramma.
(d) Si applica un supplemento di prelievo di lire 101,55 per chilogramma.
(e) Ai «dorsi e colli» si applica un supplemento di prelievo di lire 62,50 per chilogramma.
(f) L'ammontare del prelievo non può essere superiore all'ammontare derivante dall'applicazione del dazio della tariffa doganale comune (T.C.) sul valore della merce determinato ai sensi degli articoli 18 e seguenti delle disposizioni preliminari alla vigente tariffa doganale.

(7705)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

RIFORMA FONDIARIA

Determinazione di indennità ed interessi dovuti per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria, e di rettifica dei dati catastali relativi.

Opera per la valorizzazione della Sila

Con decreto ministeriale 16 ottobre 1965, n. 6397/4301, registrato alla Corte dei conti in data 5 novembre 1965, registro n. 16 Agricoltura, foglio n. 268, sono stati modificati — in conformità alle rettifiche disposte con provvedimento in data 3 settembre 1965 — i dati catastali esposti nel decreto presidenziale 30 agosto 1951, n. 894, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 211 del 14 settembre 1951 (supplemento ordinario n. 2), concernente l'espropriazione, nei confronti della ditta GALLUCCIO Francesco fu Nicola, di terreni siti in agro del comune di Crotone (Catanzaro), della superficie di ettari 268.44.82, trasferiti in proprietà all'Opera per la valorizzazione della Sila.

Con lo stesso decreto ministeriale sono stati riliquidati in via definitiva l'indennità di espropriazione in L. 24.568.171 (ventiquattromilionicinquecentosessantottomilacentosettantuno) — da corrispondersi al netto dell'importo, arrotondato, di L. 18.340.000, già liquidato con decreto ministeriale 18 luglio 1960, n. 6067/3971 (*Gazzetta Ufficiale* n. 298 del 5 dicembre 1960) — e, ai sensi dell'art. 6 della legge 15 marzo 1956, n. 156, i relativi interessi, nella misura di L. 4.284.164 (quattromilioniduecentottantaquattromilacentosessantaquattro).

La differenza di indennità ed il conguaglio degli interessi, comprensivi del saldo di L. 1.609.427 per interessi precedentemente liquidati col decreto ministeriale 16 maggio 1961 numero 6297/4201 (*Gazzetta Ufficiale* n. 164 del 5 luglio 1961), vengono corrisposti in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841, del complessivo valore nominale di L. 12.115.000 (dodicimilionicentoquindicimila), arrotondato ai sensi dell'art. 1 della legge 11 febbraio 1952, n. 70.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso la Cassa di risparmio di Calabria - sede di Cosenza, e saranno svincolati dal competente Tribunale, ai sensi del combinato disposto degli articoli 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224, osservate le norme di cui agli articoli 5 e 8 della legge 15 marzo 1956, n. 156.

L'avviso di cui all'art. 5, primo comma, della citata legge 15 marzo 1956, n. 156, relativo al provvedimento concernente la rettifica dei dati catastali esposti nel citato decreto presidenziale di espropriazione, la determinazione della suddetta indennità e la decorrenza dei relativi interessi, è stato pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 240 del 24 settembre 1965.

(8969)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

430° Elenco dei provvedimenti di concessioni minerarie emanati in virtù del regio decreto 29 luglio 1927, n. 1443 e del decreto presidenziale 28 giugno 1955, n. 620.

Decreto ministeriale 23 luglio 1965, registrato alla Corte dei conti il 4 ottobre 1965, registro n. 13 Industria e commercio, foglio n. 276, con il quale è accettata, a decorrere dalla data del decreto stesso, la rinuncia della « S.p.a. Fratelli Bargero Fabbriche di calce e cementi », con sede in Casale Monferrato, provincia di Alessandria, alla concessione di marna da cemento denominata « Laurenta », sita in territorio dei comuni di Ozzano, Casale e Pontestura, provincia di Alessandria.

Decreto ministeriale 23 luglio 1965, registrato alla Corte dei conti il 7 ottobre 1965, registro n. 13 Industria e commercio, foglio n. 355, con il quale alla Società per azioni « Miniera di Fragné - Chialamberto », con sede in Novi Ligure, provincia di Alessandria, è rilasciata la concessione del giacimento di pirite e minerali di rame nella località « Torrente Otro » dei comuni di Alagna Valsesia e Riva Valdobbia, provincia di Vercelli, per la durata di anni venti a decorrere dalla data del decreto stesso.

Decreto ministeriale 29 luglio 1965, registrato alla Corte dei conti il 17 settembre 1965, registro n. 13 Industria e commercio, foglio n. 119, con il quale al sig. Paris Sabatini, residente in Roma, è rilasciata la concessione della sorgente di acqua termo-minerale denominata « Fonti di Tiberio » nella località Molinaccio del comune di Castel Viscardo, provincia di Terni, per la durata di anni trenta a decorrere dalla data del decreto stesso.

Decreto ministeriale 6 settembre 1965, registrato alla Corte dei conti il 29 settembre 1965, registro n. 13 Industria e commercio, foglio n. 258, con il quale, ferma restando la durata trentennale della concessione, a decorrere dalla data del decreto ministeriale 16 novembre 1954, l'area della concessione di mercurio denominata « Cerreto Piano », in territorio dei comuni di Magliano e Scansano, provincia di Grosseto, di cui è titolare la Società Italiana Anonima Mercurio - S.I.A.M., con sede in Roma, è ampliata, da Ha. 160 ad Ha. 608.

Decreto ministeriale 14 settembre 1965, registrato alla Corte dei conti il 29 ottobre 1965, registro n. 14 Industria e commercio, foglio n. 300, con il quale è accettata, a decorrere dalla data del decreto stesso, la rinuncia della Società anonima milanese & Azzi, con sede in Casale Monferrato, provincia di Alessandria, alla concessione della miniera di marna da cemento denominata « Sempione », sita in territorio del comune di Pontestura, provincia di Alessandria.

Decreto ministeriale 14 settembre 1965, registrato alla Corte dei conti il 29 ottobre 1965, registro n. 14 Industria e commercio, foglio n. 301, con il quale è accettata, a decorrere dalla data del decreto stesso, la rinuncia della Cooperativa minatori Sempione S. r.l., con sede in Coniolo Monferrato, provincia di Alessandria, alla concessione di marna da cemento denominata « Sempione Cascina Ravetta », sita in territorio del comune di Coniolo Monferrato, provincia di Alessandria.

Decreto ministeriale 14 settembre 1965, registrato alla Corte dei conti il 29 ottobre 1965, registro n. 14 Industria e commercio, foglio n. 302, con il quale è accettata, a decorrere dalla data del decreto stesso, la rinuncia della S.p.a. Gabba e Miglietta - Fabbrica calce e cementi, con sede in Casale Monferrato, provincia di Alessandria, alla concessione di marna da cemento denominata « Besso Migliavacca Agazzini », sita in territorio dei comuni di Casale Monferrato e San Giorgio, provincia di Alessandria.

Decreto ministeriale 14 settembre 1965, registrato alla Corte dei conti il 4 ottobre 1965, registro n. 13 Industria e commercio, foglio n. 306, con il quale è accettata, a decorrere dalla data del decreto stesso, la rinuncia della Società milanese avv. Francesco e Azzi Augusto, con sede in Ozzano Monferrato, provincia di Alessandria, alla concessione della miniera di marna da cemento denominata « Claretta I », sita in territorio del comune di Casale Monferato, provincia di Alessandria.

Decreto ministeriale 14 settembre 1965, registrato alla Corte dei conti il 4 ottobre 1965, registro n. 13 Industria e commercio, foglio n. 307, con il quale è accettata, a decorrere dalla data del decreto stesso, la rinuncia della Società milanese avv. Francesco e Azzi Augusto, con sede in Ozzano Monferrato, provincia di Alessandria, alla concessione della miniera di marna da cemento denominata « Cascina Dazio e Ariette », sita in territorio del comune di Casale Monferrato, provincia di Alessandria.

Decreto ministeriale 18 settembre 1965, registrato alla Corte dei conti il 13 ottobre 1965, registro n. 14 Industria e commercio, foglio n. 96, con il quale la concessione delle sorgenti di acqua termale sulfurea denominata « Bagni di Petriolo », in comune di Monticiano, provincia di Siena, rilasciata al sig. Guglielmo Boccardi per la durata di anni cinquanta con decreto ministeriale 25 aprile 1934, è trasferita ed intestata, a decorrere dal 6 febbraio 1964, ai signori Gino, Giovanni, Annunziata e Renato Boccardi, Anna Boccardi ved. Vivarelli e Guglielmo Boccardi in Catocci, rappresentati dal sig. Gino Boccardi, che ha eletto il proprio domicilio in Monticiano, provincia di Siena.

Decreto ministeriale 18 settembre 1965, registrato alla Corte dei conti il 5 ottobre 1965, registro n. 13 Industria e commercio, foglio n. 330, con il quale la concessione delle sorgenti di acqua minerale denominata « Monte Bellavista », sita in territorio del comune di Campoligure, provincia di Genova, rilasciata con decreto della Prefettura di Genova 8 maggio 1964, per la durata di anni dieci, al sig. Angelo Rossi, è trasferita ed intestata alla Società per az. del Turchino, con sede legale in Campoligure, provincia di Genova.

Decreto ministeriale 20 settembre 1965, registrato alla Corte dei conti il 3 novembre 1965, registro n. 14 Industria e commercio, foglio n. 346, con il quale la quota di compartecipazione di 18/24 spettante alla Soc. r.l. « Fonti di San Francesco in Acquasparta » sulla concessione perpetua delle sorgenti di acqua acidula bicarbonata, di acqua ferruginosa e del soffione di anidride carbonica denominata « San Faustino », in territorio del comune di Massa Martana, provincia di Perugia, è intestata a decorrere dalla data del decreto stesso alla Società idrologica umbra S. r.l., con sede in Bologna.

Per effetto del trasferimento anzidetto la concessione — originariamente accordata in perpetuo con decreto ministeriale 24 luglio 1936 al Condominio rappresentato dal sig. Nestore Andreuccioli e successivamente intestata con decreto ministeriale 28 agosto 1964, a seguito dei vari trapassi delle quote di compartecipazione, al Condominio rappresentato dal dott. Giacomo Roscini — è intestata, a decorrere dalla data del presente decreto, alla Comunione costituita dalla « Società idrologica umbra Soc. r.l. » contitolare della quota di compartecipazione di 18/24 sulla intera concessione, dalla signora Giuseppa Carducci in Franceschini, contitolare della quota di 2/24 e dai fratelli Giuseppe Paolucci, Ludovica Paolucci in Bonaca e Giovanna Paolucci in Scaramucci, contitolari della complessiva quota di 4/24 sulla concessione stessa, tutti rappresentati dal sig. Nunzio Petrucci, residente in Terni.

Decreto ministeriale 7 ottobre 1965, registrato alla Corte dei conti l'11 novembre 1965, registro n. 15 Industria e commercio, foglio n. 89, con il quale all'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica « E.N.E.L. » Compartimento di Firenze, con sede in Pisa, è rilasciata la concessione del giacimento di vapori e di gas comunque suscettivi di essere utilizzati per la produzione di energia elettrica nella località denominata « Torrente Secolo », in territorio del comune di Pomarance, provincia di Pisa, per la durata di anni cinquanta a decorrere dalla data del decreto stesso.

Decreto ministeriale 7 ottobre 1965, registrato alla Corte dei conti l'11 novembre 1965, registro n. 15 Industria e commercio, foglio n. 90, con il quale all'Ente nazionale per l'Energia Elettrica « E.N.E.L. » Compartimento di Firenze, con sede in Pisa, è rilasciata la concessione del giacimento di vapori e gas comunque suscettivi di essere utilizzati per la produzione di energia elettrica nella località denominata « Santa Maria Montecerboli », in territorio dei comuni di Castelnuovo Val di Cecina e di Pomarance, provincia di Pisa, per la durata di anni cinquanta a decorrere dalla data del decreto stesso.

Decreto ministeriale 7 ottobre 1965, registrato alla Corte dei conti l'11 novembre 1965, registro n. 15 Industria e commercio, foglio n. 91, con il quale i comuni di San Nicola dell'Alto e di Casabona in provincia di Catanzaro, titolari della concessione perpetua del giacimento di zolfo denominata « Promiscui o fiumara seccata », in territorio del comune di San Nicola dell'Alto, provincia di Catanzaro, sono dichiarati decaduti dalla concessione stessa, con effetto decorrente dalla data del presente decreto.

Decreto del prefetto della provincia di Sondrio 21 settembre 1965, registrato alla Corte dei conti - Delegazione regionale di Milano il 13 ottobre 1965, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 88, con il quale l'area della concessione minerale decennale « Fonte Serena » per acqua minerale in comune di Grosio, provincia di Sondrio, accordata con decreto presidenziale n. 10801 del 5 maggio 1955, viene modificata come da atto di rettifica 10 settembre 1965 dell'originario verbale di delimitazione. La nuova area misura graficamente Ha. 45.

Decreto del prefetto della provincia di Genova 29 gennaio 1965, registrato alla Corte dei conti, Delegazione regionale di Firenze il 5 agosto 1965, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 4, con il quale la concessione per la coltivazione del giacimento di acqua minerale denominata « Dercogne », località La Perla, sita in territorio dei comuni di Genova, Bargagli e Davagna, provincia di Genova, di cui è titolare in base al decreto prefettizio n. 58956 dell'8 agosto 1957, la Società di fatto Segalerba & Torriglia, è trasferita ed intestata alla ditta individuale « Fonti minerali di Val Lentro di Alberto Segalerba », con sede in Bargagli, provincia di Genova.

Decreto del prefetto della provincia di Parma 15 giugno 1965, registrato alla Corte dei conti di Bologna il 13 settembre 1965, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 27, con il quale alla Società per az. Carameto, con sede in Milano, è rilasciata, per la durata di anni dieci a decorrere dalla data del decreto stesso, la concessione di sfruttamento delle sorgenti di acque minerali situate nella località « Sorgente Alta dei Lagoni », in territorio del comune di Bardi, provincia di Parma.

Decreto del prefetto della provincia di Latina 26 luglio 1965, registrato alla Corte dei conti, Delegazione regionale per il Lazio il 27 settembre 1965, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 2, con il quale alla signora Antonietta Paolucci in Migliore, residente in Roma, è stata conferita la facoltà di utilizzare l'acqua termo-minerale delle sorgenti site in località « Terme Viccari » della contrada Suio Terme, in territorio del comune di Castelforte, provincia di Latina, per la durata di anni dieci a decorrere dalla data del decreto stesso.

Decreto del prefetto della provincia di Como 28 agosto 1965, registrato alla Corte dei conti, Delegazione regionale di Milano il 5 ottobre 1965, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 87, con il quale alla Soc. per Az. Verga Antonio - Spumador, con sede in Lomazzo, provincia di Como, è accordata, per la durata di anni dieci a decorrere dalla data del decreto stesso, la concessione della facoltà di utilizzare l'acqua minerale delle sorgenti site in località « Fonte Sant'Antonio », in territorio dei comuni di Cadorago e Lomazzo, provincia di Como.

Decreto del prefetto della provincia di Verona 3 ottobre 1964, registrato alla Corte dei conti il 18 ottobre 1965, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 26, con il quale alla S.p.A. Balda, con sede in Milano, è accordata la concessione di utilizzare l'acqua minerale rinvenuta col pozzo ubicato in località « Cisano », in territorio del comune di Bardolino, provincia di Verona, per la durata di anni dieci a decorrere dalla data del decreto stesso. La concessione viene denominata « Balda ».

Decreto dell'ingegnere capo del Distretto minerario di Torino 2 settembre 1965, registrato alla Corte dei conti il 6 ottobre 1965, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 54, con il quale alla Società per Az. Miniera di Fragnè-Chialamberto, con sede in Novi Ligure, provincia di Alessandria, è conferita, per la durata di anni venti a decorrere dalla data del decreto stesso, la concessione mineraria per feldspato nella località denominata « Mud di Mezzo », sita in territorio del comune di Alagna Valsesia, provincia di Vercelli.

Decreto del prefetto della provincia di Arezzo 8 settembre 1965, registrato alla Corte dei conti, Delegazione regionale di Firenze il 29 ottobre 1965, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 5, con il quale l'area della concessione di acqua minerale denominata « Allodola » in comune di Laterina, provincia di Arezzo, di cui è titolare la S.p.a. Sorgente Allodola, con sede legale in Arezzo, è ampliata da Ha 1,80 ad Ha 46 nei comuni di Laterina e Civitella della Chiana, provincia di Arezzo.

(9227)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Autorizzazione all'Istituto « Maestre Pie Venerini » di Roma ad acquistare un immobile in Anguillara Sabazia (Roma)

Con decreto del prefetto di Roma, in data 9 ottobre 1965, l'Istituto « Maestre Pie Venerini », con sede in Roma, viene autorizzato ad acquistare, a titolo di permuta, un immobile sito in Anguillara Sabazia, via Umberto I numeri 41-43, del valore di L. 2.700.000 (duemilionisettecentomila).

(9399)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 232

Corso dei cambi del 6 dicembre 1965 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	624,78	624,85	624,79	624,83	624,75	624,76	624,83	624,77	624,76	624,85
$ Can.	580,92	580,50	580,70	580,40	580 —	580,90	580,40	580,90	580,80	581 —
Fr. Sv.	144,70	144,65	144,76	144,705	144,70	144,60	144,67	144,70	144,70	144,70
Kr. D.	90,69	90,68	90,69	90,685	90,70	90,68	90,675	90,68	90,68	90,68
Kr. N.	87,48	87,47	87,50	87,49	87,53	87,49	87,472	87,47	87,49	87,49
Kr. Sv.	120,79	120,76	120,75	120,77	120,80	120,78	120,7675	120,78	120,78	120,76
Fol.	173,35	173,30	173,33	173,325	173,30	173,33	173,31	173,33	173,33	173,30
Fr. B.	12,58	12,588	12,5830	12,5890	12,585	12,58	12,5875	12,58	12,59	12,59
Franco francese	127,50	127,47	127,49	127,50	127,40	127,49	127,485	127,49	127,49	127,45
Lst.	1750,63	1750 —	1749,80	1750,30	1750 —	1750,52	1750,25	1750,50	1750,52	1750,25
Dm. occ.	156,20	156,15	156,18	156,185	156,12	156,18	156,175	156,18	156,18	156,16
Scell. Austr.	24,18	24,18	24,175	24,1875	24,15	24,17	24,18	24,18	24,17	24,18
Escudo Port.	21,85	21,85	21,85	21,855	21,75	21,86	21,838	21,86	21,86	21,85
Peseta Sp.	10,43	10,43	10,44	10,4330	10,435	10,43	10,431	10,43	10,43	10,43

Media dei titoli del 6 dicembre 1965

Rendita 5 % 1935	104,675
Redimibile 3,50 % 1934	99,725
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	88,025
Id. 5 % (Ricostruzione)	99,125
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	99 —
Id. 5 % (Città di Trieste)	99 —
Id. 5 % (Beni Esteri)	99,025
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1966)	100,40
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° gennaio 1968)	100,825
Id. 5 % (» 1° aprile 1969)	100,875
Id. 5 % (» 1° gennaio 1970)	101,05
Id. 5 % (» 1° gennaio 1971)	101 —
Id. 5 % (» 1° aprile 1973)	100,90
Id. 5 % (» 1° aprile 1974)	100,85
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	100,45

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 6 dicembre 1965

1 Dollaro USA	624,83
1 Dollaro canadese	580,40
1 Franco svizzero	144,687
1 Corona danese	90,68
1 Corona norvegese	87,481
1 Corona svedese	120,762
1 Fiorino olandese	173,317
1 Franco belga	12,588
1 Franco francese	127,492
1 Lira sterlina	1750,275
1 Marco germanico	156,18
1 Scellino austriaco	24,184
1 Escudo Port.	21,846
1 Peseta Sp.	10,432

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Trasferimento dal Demanio pubblico, ramo Difesa-Esercito al patrimonio dello Stato del poligono di tiro della « Pescaia », sito nel comune di Siena.

Con decreto interministeriale n. 278 del 16 gennaio 1964, è stato disposto il passaggio dal Demanio pubblico, ramo Difesa-Esercito, al patrimonio dello Stato del poligono di tiro a segno della « Pescaia », sito in comune di Siena, iscritto nel catasto del predetto Comune al foglio n. 39, particelle catastali numeri 133, 183 e 184, della superficie complessiva di mq. 20.670.

(9425)

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Nomina del presidente del Monte di credito su pegno di Fossombrone, di 2ª categoria, con sede in Fossombrone (Pesaro).

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni;

Visti la legge 10 maggio 1938, n. 745 ed il regio decreto 25 maggio 1939, n. 1279;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visto il proprio provvedimento in data 18 settembre 1959, con il quale il sig. Olivio Casoli fu nominato presidente del Monte di credito su pegno di Fossombrone, di 2ª categoria, con sede in Fossombrone (Pesaro);

Visto il proprio provvedimento del 4 dicembre 1964, con il quale il sig. Livio Spendolini venne nominato presidente del suindicato Monte in sostituzione del menzionato sig. Casoli, scaduto dal mandato ed in situazione d'incompatibilità di cariche ai sensi dell'art. 6 della richiamata legge 10 maggio 1938, n. 745;

Considerato che il predetto sig. Spendolini non ha accettato la citata carica e che, nel frattempo, la ricordata situazione d'incompatibilità del sig. Casoli è venuta a cessare;

Dispone:

Il sig. Olivio Casoli è confermato presidente del Monte di credito su pegno di Fossombrone, di 2ª categoria, con sede in Fossombrone (Pesaro), con decorrenza dalla data del presente provvedimento e per la durata prevista dalle norme statutarie.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 29 novembre 1965

Il Governatore: CARLI

(9795)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Proroga del termine per la presentazione delle domande di ammissione al concorso per titoli ed esami per il conferimento di quattro borse di studio in idrobiologia e chimica idrobiologica.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il proprio decreto in data 7 settembre 1965, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 278 dell'8 novembre 1965, con il quale è stato bandito un concorso per titoli e per esami per il conferimento di quattro borse di studio, delle quali due per la specializzazione in idrobiologia, a favore di laureati in scienze biologiche o in scienze naturali e due per la specializzazione in chimica idrobiologica, a favore di laureati in chimica;

Visto l'art. 5 di detto decreto, con il quale viene fissato in giorni trenta, dalla data di pubblicazione del decreto stesso nella *Gazzetta Ufficiale*, il termine per la presentazione delle domande d'ammissione;

Ritenuta l'opportunità di prorogare di trenta giorni il predetto termine, al fine di assicurare, nell'interesse dell'Amministrazione, una maggiore affluenza di candidati al concorso;

Decreta:

Il termine utile per la presentazione delle domande di ammissione al concorso, indicato nelle premesse, è prorogato di trenta giorni, per cui le domande stesse devono essere presentate o fatte pervenire entro il giorno 7 gennaio 1966.

Roma, addì 4 dicembre 1965

Il Ministro: FERRARI AGGRADI

(9820)

MINISTERO DEI TRASPORTI E DELL'AVIAZIONE CIVILE

Costituzione della Commissione esaminatrice del concorso per esami a dieci posti di ispettore di 2ª classe in prova nel ruolo del personale tecnico della carriera direttiva dell'Ispettorato generale dell'aviazione civile.

IL MINISTRO
PER I TRASPORTI E PER L'AVIAZIONE CIVILE

Vista la legge 30 gennaio 1963, n. 141;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686.

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 5 giugno 1964, n. 567;

Visto il decreto ministeriale in data 14 aprile 1965, registrato alla Corte dei conti il 25 maggio 1965, registro n. 2, foglio n. 340, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 161 del 2 luglio 1965, con il quale è stato indetto un concorso per esami a dieci posti di ispettore di 2ª classe in prova nel ruolo del personale tecnico della carriera direttiva dell'Ispettorato generale dell'aviazione civile;

Considerata la necessità di nominare la Commissione esaminatrice per il concorso sopraindicato;

Decreta:

Articolo unico

La Commissione esaminatrice per il concorso di cui al decreto ministeriale citato nelle premesse è costituita come segue:

Presidente:

Trotta dott. Carmine, consigliere di Stato.

Membri:

Cattaneo prof. Carlo, ordinario di meccanica razionale nell'Università di Roma;

Raithel prof. Aldo, ordinario di costruzioni di ponti nell'Università di Napoli;

Gristina ing. Giorgio, ispettore capo nel ruolo del personale tecnico della carriera direttiva dell'Ispettorato generale dell'aviazione civile;

Fossati ing. Vittorio, ispettore capo nel ruolo del personale tecnico della carriera direttiva dell'Ispettorato generale dell'aviazione civile.

Segretario:

De Gregorio dott. Erberto, consigliere di 1ª classe.

Alla predetta Commissione esaminatrice sono aggregati, per le prove di lingua straniera, i seguenti professori:

Giacopino prof. Stefano, titolare di lingua e letteratura francese nell'Istituto tecnico commerciale «Da Vinci» di Roma;

Giglio prof. Vittorio, titolare di lingua e letteratura inglese nell'Istituto tecnico commerciale «Einaudi» di Roma;

Lay Giordano professoressa Camilla, titolare di lingua e letteratura tedesca nell'Istituto tecnico commerciale «Duca degli Abruzzi» di Roma;

Muncinelli ved. professoressa Lidia nata Cavaliere, titolare di lingua e letteratura spagnola nell'Istituto tecnico commerciale «Gioberti» di Roma.

Ai predetti sarà corrisposto il trattamento previsto dal decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5.

La relativa spesa graverà sul cap. 1322 dello stato di previsione della spesa del Ministero dei trasporti e dell'aviazione civile, per il corrente esercizio finanziario e per un importo presumibile di L. 160.000.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 27 ottobre 1965

Il Ministro: JERVOLINO

Registrato alla Corte dei conti, addì 12 novembre 1965
Registro n. 4 bilancio Trasporti (Ispet. gen. aviazione civile), foglio n. 152. — PANDOLFO

(9278)

UFFICIO VETERINARIO PROVINCIALE DI POTENZA

Graduatoria generale del concorso al posto di veterinario condotto vacante nella provincia di Potenza

IL VETERINARIO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 401 del 18 febbraio 1965, con il quale è stato bandito pubblico concorso per titoli ed esami per il conferimento del posto di veterinario condotto vacante nel comune di Melfi;

Visti i verbali della Commissione giudicatrice del concorso predetto, nominata con proprio decreto n. 1289 del 29 maggio 1965;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito dei concorrenti risultati idonei nel concorso in premessa specificato:

1. Zolla Severino . . . . . . punti 69,336 su 120
2. Tripaldi Maria Nicola . . . . » 66,616 »
3. D'Annibale Aldo . . . . . . » 60,907 »
4. Santarsiero Vito . . . . . . » 60,172 »
5. Corrias Giuseppe . . . . . » 58,948 »
6. Palma Giuseppe . . . . . . » 57,727 »
7. Ronchi Sabino . . . . . . » 57,057 »
8. Vecchione Fernando . . . . . » 56,137 »

9. Donato Pietro . . . . . . punti 55,150 su 120
10. De Lorenzo Antonio . . . . . » 51,715 »
11. Marchetti Luca . . . . . . » 50,846 »
12. Rondinella Mario . . . . . » 50,577 »
13. Volpe Benvenuto . . . . . » 49,500 »
14. Santoro Michele . . . . . » 49 — »
15. D'Aiuto Ludovico . . . . . » 45 — »
16. Del Po Pietro . . . . . » 44 — »
17. Iula Vincenzo . . . . . » 43,925 »
18. Odobbati Vincenzo . . . . . » 43,050 »
19. Cappiello Renato . . . . . » 43 — »
20. Buono Ferruccio . . . . . . » 42 — »

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia di Potenza e, per otto giorni consecutivi, agli albi dell'Ufficio del veterinario provinciale, della Prefettura e del comune di Melfi.

Potenza, addì 26 novembre 1965

Il veterinario provinciale: CAPUANO

IL VETERINARIO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 3142 di pari data, con il quale è stata approvata la graduatoria di merito dei concorrenti risultati idonei nel concorso per il conferimento del posto di veterinario condotto vacante nel comune di Melfi;

Considerato che la sede messa a concorso è unica;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

Il sottoelencato candidato è dichiarato vincitore della condotta a fianco dello stesso segnata:

Zolla Severino: Melfi.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia di Potenza e, per otto giorni consecutivi, agli albi dell'Ufficio del veterinario provinciale, della Prefettura e del comune di Melfi.

Potenza, addì 26 novembre 1965

Il veterinario provinciale: CAPUANO

(9445)

UFFICIO VETERINARIO PROVINCIALE DI PESARO E URBINO

Costituzione della Commissione esaminatrice a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Pesaro e Urbino

IL VETERINARIO PROVINCIALE

Visto il decreto di questo Ufficio in data 18 agosto 1965, n. 2723, con il quale è stato bandito il concorso per titoli ed esami a quattro posti di veterinario condotto;

Ritenuta la necessità di procedere alla costituzione della Commissione esaminatrice;

Viste le designazioni del Ministero della sanità, della Prefettura, dell'Ordine dei veterinari e dei Comuni interessati;

Visto il regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

La Commissione di cui in premessa è costituita come segue:

Presidente:

Formicola dott. Giovanni, direttore di divisione del Ministero della sanità.

Componenti:

Semprini dott. Mario, vice prefetto ispettore;

Piersimoni dott. Pietro, veterinario provinciale capo;

Bisbocci prof. Giovanni, docente di ruolo di anatomia patologica;

Monti prof. Franco, docente di ruolo di clinica medica veterinaria;

Rosaspina dott. Vito, veterinario condotto.

Esplica le funzioni di segretario il dott. Pietro Ciacco facente funzioni direttore di sezione del Ministero dell'interno.

La Commissione inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Pesaro per la valutazione dei titoli e per le prove di esame.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questo Ufficio, all'albo pretorio di Prefettura e all'albo pretorio dei Comuni interessati.

Pesaro, addì 25 novembre 1965

Il veterinario provinciale: TORNIMBENI

(9444)

UMBERTO PETTINARI, *direttore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.